

MESSAGE N° 13
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
l'Office cantonal du matériel scolaire
(octroi d'un statut autonome)

17 avril 2007

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi sur l'Office cantonal du matériel scolaire (octroi d'un statut autonome).

Ce message comprend les points suivants:

1. Introduction
2. Historique
3. Objectifs du projet
4. Caractéristiques principales du projet
5. Consultation
6. Incidences économiques du nouveau statut et viabilité de l'OCMS à long terme
 - 6.1. Locaux actuels de l'Office – projet d'agrandissement
 - 6.2. Propriété des locaux
 - 6.3. Analyse financière et incidences pour l'Etat et les communes
7. Conséquences en personnel
8. Eurocompatibilité
9. Commentaire des dispositions
10. Conclusions

1. INTRODUCTION

L'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS) est chargé de tenir à disposition des écoles de la scolarité obligatoire les moyens d'enseignement et les fournitures scolaires. Il est également l'éditeur de moyens d'enseignement spécifiques à l'école fribourgeoise.

L'OCMS a aussi la possibilité d'approvisionner les écoles professionnelles, les collèges, les hautes écoles spécialisées ainsi que les établissements officiels et les instituts d'utilité publique.

L'OCMS collabore avec les établissements similaires d'autres cantons et avec les organismes intercantonaux chargés de l'élaboration et de l'édition des moyens d'enseignement. Il représente pour la partie francophone les intérêts du canton dans la Commission du centre de réalisation des ouvrages romands (OR), commission faisant partie de la Conférence intercantionale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). Pour la partie germanophone, l'OCMS travaille dans la Verlagsleiterkonferenz (VK), cette dernière faisant partie de l'association Interkantonale Lehrmittelzentrale (ILZ), regroupant 17 cantons, demi-cantons et la Principauté du Liechtenstein.

Il est rattaché à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport du canton de Fribourg (DICS) et par conséquent n'a pas de personnalité juridique propre.

16 collaborateurs et collaboratrices représentant l'équivalent de 10,2 postes à plein temps, sont actuellement employés par l'Office.

Afin d'améliorer le fonctionnement interne et de clarifier la situation par rapport aux interlocuteurs externes, le

Conseil d'Etat propose de modifier le statut de l'OCMS par l'intermédiaire d'un projet de loi qui prévoit l'attribution d'un statut d'établissement de droit public, doté de la personnalité juridique. Le Conseil d'Etat assumera la surveillance du nouvel office, qui sera autonome dans son organisation et sa gestion.

2. HISTORIQUE

C'est en 1888 que le Conseil d'Etat, sur proposition de Georges Python, prend un arrêté établissant, à Fribourg, un dépôt central de tous les objets servant à l'enseignement. Cet arrêté représente l'acte de fondation de l'office actuel. Il est prévu que le Conseil d'Etat en nomme le gérant ou la gérante et que le dépôt ne puisse réaliser aucun bénéfice. Les communes ne peuvent se procurer et fournir aux élèves des écoles primaires un matériel autre que celui provenant du dépôt central.

Cet arrêté soulève une tempête de protestation de la part des libraires et des papetiers. L'affaire est donc portée devant le Grand Conseil, qui approuve l'arrêté. Dès lors, le canton peut compter sur le dépôt scolaire pour uniformiser le matériel d'enseignement et les fournitures scolaires.

Le dépôt ouvre ses portes en 1888 dans le bâtiment N° 41 de la Grand-Rue, à Fribourg. En 1909, la Direction de l'instruction publique et des cultes autorise le dépôt à acquérir l'immeuble Perrier, portant le N° 32 à la Grand-Rue, pour le prix de 80 000 francs, montant avancé par la Trésorerie d'Etat et qui est entièrement remboursé par le dépôt au fil des ans.

A l'époque, le matériel d'enseignement n'est pas gratuit et est intégralement à la charge des parents. Même si les changements de manuels ne sont pas fréquents, les parents de familles nombreuses doivent supporter des frais élevés. En 1957, le député André Francey, avec 7 cosignataires, demande dans une motion la gratuité du matériel d'enseignement dans les écoles primaires et secondaires. Elle est développée au début de l'année 1958. Désormais, ce sont les communes qui se chargeront de fournir gratuitement aux élèves et au corps enseignant le matériel nécessaire pour l'enseignement à l'école obligatoire.

Par le règlement du 19 mars 1973, le dépôt central du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires change sa raison sociale et devient l'Office cantonal du matériel scolaire. Il devient alors un établissement d'Etat, dépendant de la Direction de l'instruction publique et des cultes, financièrement autonome, mais soumis à la loi financière du canton. Pour la première fois, l'Office se voit assigner une tâche de collaboration avec d'autres établissements cantonaux ainsi qu'avec les organismes intercantonaux chargés de l'élaboration et de l'édition de moyens d'enseignement.

Durant plusieurs décennies, le stockage du matériel scolaire et les livraisons ne posent aucun problème. Les fournitures sont alors d'un volume peu important. Mais depuis les années 1970, la généralisation de l'enseignement secondaire, la coordination scolaire romande et l'introduction de nouvelles méthodes d'enseignement ont pour conséquence un accroissement considérable du volume des affaires. En 1988, cent ans après sa fondation, l'Office reçoit, stocke et livre 250 tonnes de matériel par an. Il dessert alors environ 1500 classes représentant 30 000 élèves. Les locaux du N° 32 de la Grand-Rue, malgré

trois agrandissements successifs en sous-sol entre 1970 et 1980, ne suffisent plus. Il est devenu impossible, sur une surface de 250 m², de disposer de plus de 1500 articles. La situation géographique complique le chargement et le déchargement des camions dans une rue étroite, où la circulation automobile est aussi devenue plus intense.

En décembre 1985, la commission de surveillance de l'Office cantonal du matériel scolaire donne un avis favorable à l'étude de la construction d'un bâtiment à buts multiples, à Granges-Paccot, route de la Madeleine, propriété de l'Etat. L'emplacement est idéalement situé, à proximité de l'autoroute A12 et en dehors de la zone urbaine de Fribourg.

Le 7 décembre 1987, le Conseil d'Etat accepte le rapport du 23 octobre 1987 de la commission de surveillance de l'Office relatif aux conditions de transfert. Dans son message au Grand Conseil du 16 août 1988, il rappelle que l'Office cantonal du matériel scolaire est autonome financièrement et ne grève pas les comptes de l'Etat. Cela signifie que la vente des moyens d'enseignement et des fournitures scolaires couvre non seulement les coûts de production des ouvrages scolaires, mais également les salaires, les charges sociales du personnel et les frais d'exploitation. Du fait que – souligne-t-il – l'Office a supporté tous les frais d'acquisition, d'amortissement et d'entretien du bâtiment qu'il a occupé jusqu'alors à la Grand-Rue 32, celui-ci peut prétendre à une compensation équitable de l'Etat. Ce dernier reprend donc le bâtiment et en dispose à sa guise. En contrepartie, il met à disposition gratuitement et sans limite de temps, les locaux nécessaires dans le nouveau bâtiment de Granges-Paccot. L'Office, de son côté, supporte les frais d'entretien et d'électricité des nouveaux locaux.

Dans le courant du printemps 1991, l'OCMS déménage et peut ainsi assurer à partir des nouveaux locaux la rentrée scolaire 1991/92. C'est également à ce moment que l'Office se dote d'une gestion et d'une comptabilité informatisées. L'espace des nouveaux locaux lui permet d'offrir une palette de produits beaucoup plus large que précédemment. La demande pour le matériel et les fournitures pour les activités créatrices textiles augmente d'une manière importante.

Le volume de marchandises écoulé est en constante évolution depuis 1991. L'Office dessert aujourd'hui environ 2000 classes groupant plus de 40 000 élèves. En 2006, les ventes se montent à 6 679 678 francs. Les communes, directement ou indirectement, règlent les factures engendrées par les livraisons de l'OCMS aux écoles de la scolarité obligatoire. L'OCMS se trouve donc dans la situation suivante: il n'engendre aucun coût pour l'Etat et offre aux communes des conditions avantageuses pour le matériel pédagogique. La marge prélevée sur les ventes assure le bon fonctionnement et la pérennité de l'Office. Des réserves constituées permettent l'édition de manuels pédagogiques spécifiquement fribourgeois. De plus, l'OCMS, en relation avec d'autres offices du matériel scolaire romands, bénéficie de conditions exceptionnelles qui sont directement répercutées sur la clientèle.

3. OBJECTIFS DU PROJET

L'octroi d'un statut autonome à l'OCMS s'inscrit dans le cadre des réformes structurelles que le Conseil d'Etat a entreprises pour permettre à l'administration cantonale de se gérer de manière plus flexible et plus efficace.

Il a pour but premier de donner à l'OCMS la liberté d'action qui lui est nécessaire pour adapter sa gestion et ses prestations à un environnement qui évolue rapidement et qui est basé sur la concurrence.

D'une manière générale, le projet d'octroi d'un statut autonome à l'OCMS lui permet de mettre en œuvre de nouvelles méthodes et de nouveaux instruments de gestion. Ainsi, le projet prévoit une distinction claire entre le niveau stratégique et le niveau opérationnel: les objectifs stratégiques sont fixés par les organes politiques, tandis que la conduite opérationnelle est attribuée au conseil d'administration et à la Direction; le lien entre les deux niveaux est assuré par un mandat de prestations, qui définit les objectifs à atteindre en termes de services et de résultats, et dont l'exécution fait l'objet de rapports réguliers ainsi que d'un contrôle par un organe spécialisé.

L'Office pourrait aussi rapidement pallier le manque de place et s'organiser de manière différente afin de répondre aux attentes de la clientèle.

4. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Le Conseil d'Etat a donné mandat à la commission de surveillance de l'OCMS d'analyser les différentes formes juridiques possibles, à l'intérieur de ce que l'on peut appeler les formes d'administration décentralisée.

Cette analyse a démontré que plusieurs formes juridiques peuvent être utilisées pour donner un statut à des entités accomplissant des tâches d'intérêt public qui requièrent une certaine autonomie, notamment parce que le marché dans lequel elles interviennent est partagé avec l'économie privée, ou parce que l'on se trouve dans la production de biens et de services de nature commerciale ou entrepreneuriale qui s'adapte plus difficilement à une gestion centralisée hiérarchique.

Une personne morale est une entité juridique pourvue de la jouissance et de l'exercice des droits civils, qui individualise un groupement de personnes ou une masse de biens assujettis à un certain but.

On a coutume de faire deux sortes de distinctions en vue de donner la liste des personnes morales. On distingue tout d'abord la corporation et l'établissement. Puis l'on peut distinguer les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé.

Les établissements de droit public peuvent dépendre ou bien du droit fédéral (comme la Caisse nationale) ou bien du droit cantonal (comme les Universités). L'OCMS étant, actuellement, un établissement de droit public cantonal non personnalisé, il convient de décrire particulièrement cette forme: il s'agit d'une organisation administrative disposant d'un ensemble de moyens (en personnel et en matériel) affecté durablement à l'exécution d'une tâche déterminée, consistant en général à fournir des prestations (cf. Pierre Moor, Droit administratif, Berne 1992, volume III, p. 67).

Chaque établissement de droit public est constitué par le législateur de manière propre: aucun n'est identique à un autre. Dès lors, la mesure de l'autonomie dont il dispose dans chaque cas se fait par l'analyse de son statut particulier. Le plus souvent, le choix de tel ou tel instrument d'autonomie implique l'existence de tel ou tel moyen de surveillance. La tutelle se dessine en négatif par rapport

à l'autonomie. C'est la raison pour laquelle l'autonomie est liée à la surveillance.

Il y a autonomie juridique lorsque l'entité décentralisée est dotée de la personnalité morale que seule la loi (au sens formel, c'est-à-dire un acte adopté par le législateur) peut conférer. La portée de la personnalité morale de droit public est limitée en pratique. Elle est presque exclusivement formelle. Elle fait d'abord de l'entité en cause un sujet du droit privé, en tant que tel titulaire de droits et d'obligations, détenteur d'un patrimoine propre et capable d'ester en justice.

La loi peut aussi conférer à l'entité décentralisée dans son organisation même une certaine autonomie. C'est ce que l'on peut appeler une autonomie organique. Il est rare qu'un établissement de droit public puisse s'organiser selon ses règles propres. Il est en revanche ordinaire que la loi institue des organes spécifiques que l'administration centrale ignore, formés le plus souvent sous forme collégiale. Ainsi, un certain nombre d'établissements de droit public comme l'Office de la circulation et de la navigation (OCN), ou encore l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) ont des conseils d'administration, qui sont en partie composés de personnalités extérieures à l'administration. Le pouvoir de nomination dans ces organes appartient le plus souvent au Conseil d'Etat. Le statut des employés-es est le plus souvent de droit public.

Le législateur peut également accorder une autonomie financière purement formelle ou l'étendre à des prérogatives réelles.

L'autonomie trouve ses limites dans le devoir de surveillance qu'exercent en règle générale les autorités supérieures à l'établissement de droit public. Ce devoir de surveillance va s'exercer sur une série d'éléments: le droit de demander et d'obtenir des renseignements sur la marche et le fonctionnement de l'établissement, l'approbation d'un rapport annuel et l'examen des comptes annuels, le pouvoir de nommer des candidats pour les différents conseils, l'approbation de règlements, statuts, etc., l'approbation également du budget et de certaines décisions importantes.

L'établissement de droit public doit reposer sur une loi cantonale. Celle-ci doit donner de manière claire les règles d'organisation et décrire les compétences des organes de l'établissement. Par ailleurs, en cas de création d'un établissement de droit public, le statut du personnel doit également être défini.

Compte tenu des formes à disposition dans le droit suisse, de leurs buts et de leurs définitions, de la nature actuelle de l'OCMS, du fait que cette forme fonctionne sans difficultés, du caractère fort d'utilité publique des activités de l'OCMS, la forme d'établissement public cantonal personnalisé paraît être la solution idéale. En effet, elle permet à la fois de tenir compte de la situation actuelle et de donner à l'OCMS l'autonomie nécessaire pour accomplir ses tâches au service de l'école fribourgeoise avec une surveillance publique suffisante. L'autonomie dont il est question porte principalement sur la gestion financière et la gestion du personnel. L'OCMS a son propre budget, ses comptes et son bilan. Il maîtrise ses ressources et peut, en particulier, librement les adapter à l'évolution du volume de ses tâches. Il engage lui-même son personnel, dont il est l'employeur, et bénéficie d'une certaine flexibilité dans la gestion des rapports de travail et la rémunération des collaborateurs et des collaboratrices.

Cette autonomie de gestion ne modifie cependant pas la nature de l'OCMS, qui demeure un service public. Elle ne transforme pas l'Office en une société commerciale ni en un service centralisé soumis hiérarchiquement, ce qui rendrait difficile la participation, par représentation, des communes à sa gestion.

Les relations entre l'OCMS et l'Etat demeurent étroites, tant sur le plan institutionnel que sur le plan financier:

- L'OCMS est soumis à la surveillance du Conseil d'Etat, auquel incombe notamment la nomination des membres du conseil d'administration et celle du directeur ou de la directrice, ainsi que l'examen des comptes et du rapport de gestion.
- L'OCMS reçoit du Conseil d'Etat un mandat de prestations qui détermine pour une période de cinq ans les objectifs de gestion à atteindre en termes de services et de résultats. L'exécution de ce mandat fait l'objet de rapports périodiques au Conseil d'Etat, ainsi que d'un contrôle assuré par un organe extérieur à l'Office.
- L'OCMS est lié, en ce qui concerne la rémunération de ses collaborateurs et de ses collaboratrices, au cadre tracé par l'échelle des traitements du personnel de l'Etat et par la classification des fonctions qui s'y rapporte. Il peut toutefois déroger, dans les limites prévues par la loi, au système de rémunération de l'Etat, dans le but de mieux prendre en compte les prestations individuelles de ses collaborateurs et de ses collaboratrices.

Le Conseil d'Etat propose donc d'accorder à l'OCMS le statut juridique d'établissement de droit public. Il privilégie ce statut car l'Office de la circulation et de la navigation (OCN), qui remplit également des tâches d'intérêt public tout en déployant des activités de nature commerciale en vue d'atteindre ce but, constitue pour l'OCMS un modèle législatif qui a fait ses preuves.

5. CONSULTATION

Un avant-projet de loi sur l'Office cantonal du matériel scolaire (octroi d'un statut autonome) a été mis en consultation le 13 février 2006.

A la fin de la consultation, soit le 30 avril 2006, la DICS a enregistré les réponses suivantes:

| Organes consultés | Nbre | Nbre réponses | Favorable | Favorable avec commentaires | Défavorable |
|--|------|---------------|-----------|-----------------------------|-------------|
| Les communes | 168 | 82 | 8 | 69 | 5 |
| Les partis | 8 | 5 | | 3 | 2 |
| Les Directions du Conseil d'Etat et, par elles, les services et institutions concernés | 8 | 7 | 4 | 3 | |
| Le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille | 1 | 1 | | 1 | |
| L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données | 1 | 1 | 1 | | |
| La Conférence des préfets | 1 | 1 | | 1 | |
| Le comité de l'Association des communes fribourgeoises | 1 | 1 | | 1 | |
| La Conférence des syndics des chefs-lieux et des grandes communes | 1 | 0 | | | |
| Les comités d'écoles du CO, parties francophone et alémanique | 16 | 2 | | 1 | 1 |
| Taux de réponses 48.78% | 205 | 100 | 13 | 79 | 8 |

| Organes non consultés | Nbre | Nbre réponses | Favorable | Favorable avec commentaires | Défavorable |
|------------------------|------|---------------|-----------|-----------------------------|-------------|
| Différentes papeteries | | 1 | | | 1 |

Éléments approuvés

La très grande majorité des organes consultés approuvent le projet. Les commentaires faits par les communes sont dans la plupart des cas issus de la prise de position de l'Association des communes fribourgeoises.

Principaux éléments contestés et prise de position du Conseil d'Etat

La composition du conseil d'administration a fait l'objet de nombreuses remarques concernant la représentation des communes et des milieux pédagogiques. Le Conseil d'Etat propose que les membres soient choisis en fonction de leur compétence et de leur expérience dans le domaine pédagogique ou de la gestion, tout en tenant compte d'une représentation adéquate des communes.

De nombreuses communes ont demandé un éclaircissement des relations financières avec l'Etat. Le Conseil d'Etat a décidé d'appliquer le même principe que celui qui avait été retenu pour l'OCN. Ainsi, en sa qualité d'établissement de droit public, doté de la personnalité juridique, l'OCMS bénéficiera d'une garantie de ses engagements par l'Etat. Comme pour l'OCN, cette garantie devrait faire l'objet d'une indemnisation qui représente la compensation de l'avantage dont bénéficiera l'OCMS dans ses relations financières avec les établissements bancaires. La garantie de l'Etat améliore son «rating». Comme pour l'OCN, l'indemnité correspondra à 1,5%

du montant des engagements au début de chaque exercice comptable.

Quelques organes consultés insistent sur la suppression du terme «Office». Le Conseil d'Etat souhaite conserver l'appellation «Office cantonal du matériel scolaire». Toutefois il a autorisé la commission de surveillance à trouver un nouveau nom utilisable à des fins commerciales.

6. INCIDENCES ÉCONOMIQUES DU NOUVEAU STATUT ET VIABILITÉ DE L'OCMS À LONG TERME

Le changement de statut est conditionné par la viabilité financière de l'OCMS, qui doit être démontrée. Dès lors, le présent chapitre a pour objectif de présenter le projet d'agrandissement et ses incidences financières sur le fonctionnement.

6.1. Locaux actuels de l'Office – projet d'agrandissement

Ayant constaté un manque d'espace pour assurer un fonctionnement optimal de l'Office, la commission de surveillance de l'OCMS a mis sur pied un groupe de travail chargé de déterminer les besoins futurs et les possibilités d'agrandissement.

Il s'agissait alors pour ce groupe de travail de trouver la solution pour un règlement optimal de la problématique des locaux de stockage et des surfaces de vente.

- *Situation actuelle*

Le volume de marchandises, qui était d'environ 250 tonnes par an en 1992, s'est élevé à environ 600 tonnes en 2006. Cela occasionne une grande perte de temps puisque le personnel doit transporter beaucoup trop de palettes entre les stocks externes et les locaux de l'Office et multiplier les manipulations des articles à l'intérieur du bâtiment.

De plus, le nombre d'articles inscrits au catalogue est passé de 3400 en 1992 à plus de 8000 en 2006. La situation est donc devenue critique au sein du magasin où certains articles ne peuvent plus être exposés à la vente. Il faut encore ajouter que les ventes au comptant ont atteint le nombre de 15 160 en 2006 contre seulement 4000 en 1992.

- *Programme des locaux actuels et surfaces demandées selon besoins*

Le programme des surfaces a été défini par rapport aux volumes marchandises transitant par les locaux actuels et en tenant compte d'une marge de sécurité pour pouvoir couvrir à l'avenir une augmentation d'environ 10% du volume marchandises actuel. Il convient encore de souligner que le Service de la formation professionnelle a passé début 2005 un accord avec l'OCMS qui précise que ce dernier sera le principal fournisseur des écoles professionnelles à l'avenir.

Programme des locaux

| Designation | Lieu | Surf. actuelles m ² | Surf. selon besoins m ² |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| Surface administrative | 1 ^{er} étage | 78 | 120 |
| Surface salle de conférence | 1 ^{er} étage | 0 | 25 |
| Surface de vente | 1 ^{er} étage | 227 | 430 |
| Surface de travail et pause | 1 ^{er} étage | 90 | 125 |
| Surface stocks directs | rez | 505 | 643 |
| Surface espace de travail | rez | 85 | 127 |
| Surface espace vente directe | rez | 5 | 10 |
| Surface arrivée-départ marchandises | rez | 5 | 60 |
| Surface quai de chargement | rez | 40 | 90 |
| Surface stock réserve interne | sous-sol | 330 | 575 |
| Surface archives | sous-sol | 20 | 30 |
| Total | | 1'385 | 2'235 |
| Surface stock réserve externe | Glasson | 420 | 0 – 150 |

- *Projet d'agrandissement*

La commission de surveillance de l'OCMS a donné mandat à un architecte d'étudier la faisabilité d'un agrandissement des locaux de l'Office sur le site actuel à la route de la Madeleine 1, à Granges-Paccot. Ces investigations arrivent à la conclusion qu'une extension du bâtiment existant est possible sur sa partie ouest.

L'agrandissement est la solution idéale pour l'Office car le site actuel a une position géographique très intéressante, à proximité d'une importante voie de circulation.

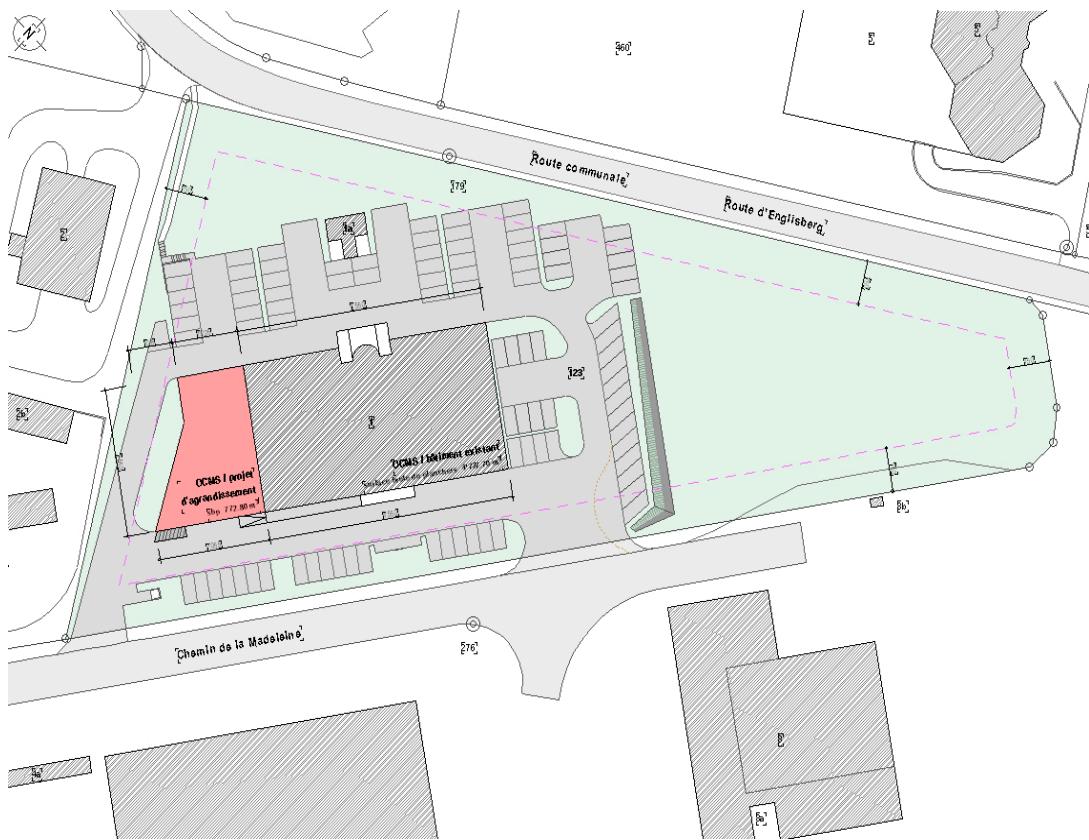
Le projet permet de répondre au mieux aux demandes et diminue de manière sensible la manutention des marchandises par le personnel.

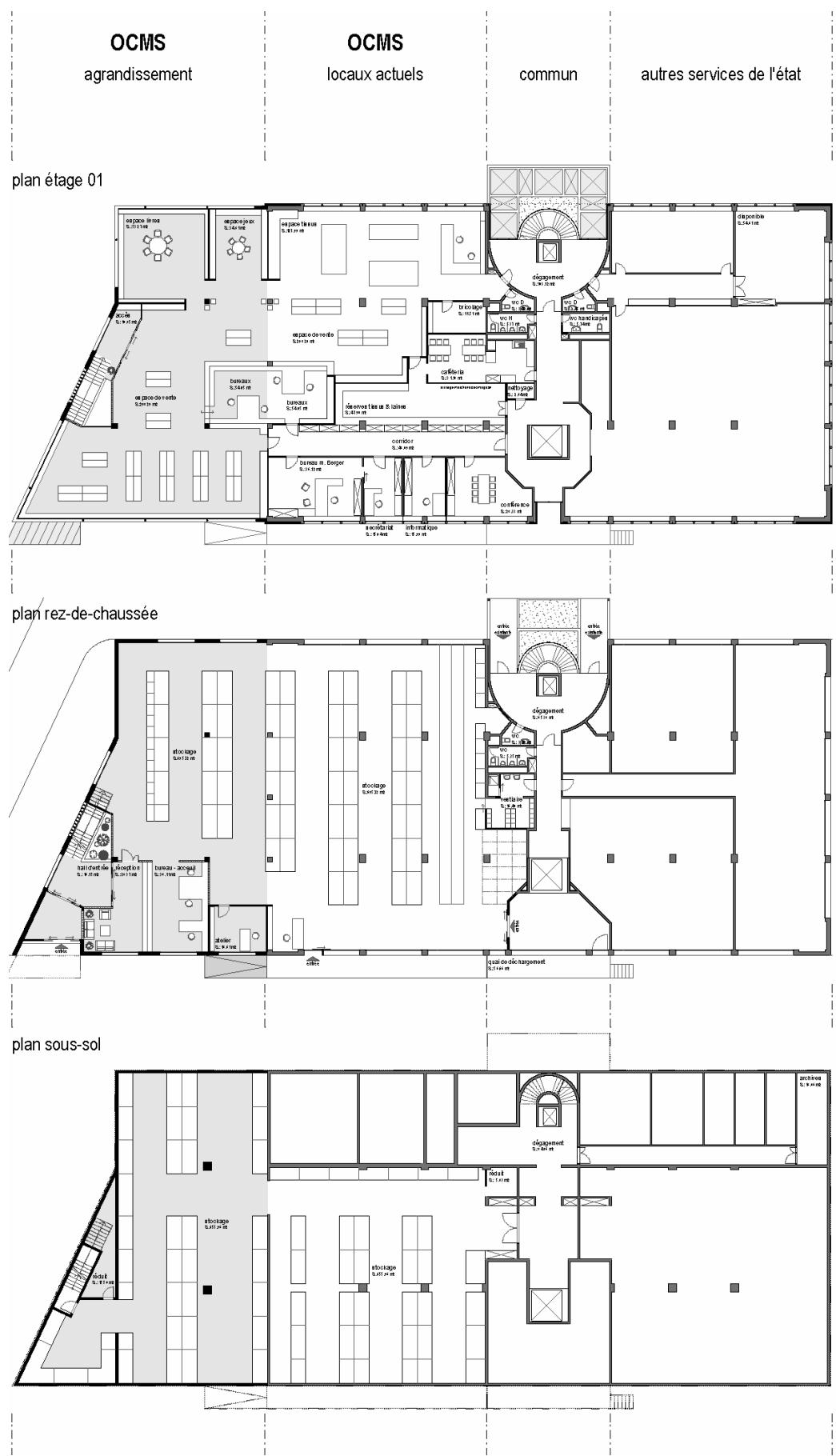
Le rez-de-chaussée servira au stockage des articles avant qu'ils soient mis en vente. Le premier étage abritera le secteur administratif ainsi que le magasin, dont la surface permettra de créer un espace «exposition moyens d'enseignement», un espace «exposition jeux didactiques» et un local «activités créatrices manuelles et textiles». Le sous-sol sera réservé au stockage de longue durée. Le projet prévoit l'aménagement d'un nouveau parking pour répondre aux besoins de l'ensemble du bâtiment, soit 88 places.

Perspective, vue du sud-ouest



Plan de situation





6.2. Propriété des locaux de l'OCMS

La propriété des bâtiments doit être définie avant l'obtention du nouveau statut juridique. Un arrangement au sujet du bâtiment de la Grand-Rue 32 à Fribourg doit être conclu puisque l'acquisition et les transformations ont été financées par l'OCMS. D'ailleurs le message accompagnant le projet de décret relatif à la construction d'un bâtiment administratif à Granges-Paccot (N° 97), adressé au Grand Conseil en date du 16 août 1988, précise que l'Etat reprendra ce bâtiment (Grand-Rue 32 à Fribourg) et se propose de le vendre ultérieurement, vu les frais de rénovation. En contrepartie, il mettra gratuitement et sans limite de temps à disposition de l'Office les locaux nécessaires prévus dans le nouveau bâtiment (route de la Madeleine 1, à Granges-Paccot).

Le Conseil d'Etat propose que les locaux actuellement occupés par l'OCMS deviennent la propriété de la nouvelle entité. Ces locaux lui sont cédés gratuitement en contrepartie du bâtiment de la Grand-Rue 32. Par contre, le futur agrandissement sur le site sera financé par l'Office lui-même. Cette solution a fait l'objet d'une étude notariale sur le partage de propriétés et des dispositions réglementaires qui en découlent. Il en ressort que la constitution d'un droit de superficie distinct et permanent et d'une propriété par étage (PPE) est la meilleure solution. Le notaire a également établi un projet de règlement d'administration et d'utilisation de l'immeuble route de la Madeleine 1 qui satisfait les parties concernées.

En revanche, l'OCMS devra s'acquitter d'un droit de superficie, selon le modèle adopté par l'Office cantonal de la navigation. Le prix du terrain a été estimé à 140 francs le m², ce qui correspond au prix du marché dans la zone concernée. La surface, qui s'élève à 6 181 m², a été déterminée par un géomètre en tenant compte des possibilités de constructions futures pour les besoins de l'Etat. Comme pour l'OCN, la rente sera calculée au taux de 5,5% sur la part de la copropriété de l'OCMS, soit 432,25 %. Elle s'élèvera à 20 572 francs et suivra l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

6.3. Analyse financière et incidences pour l'Etat et les communes

La commission de surveillance a donné mandat à la fiduciaire chargée du contrôle annuel des comptes de déterminer si l'Office pouvait assumer ses propres coûts de fonctionnement après avoir réalisé l'extension des locaux.

• *Base de travail et principes de détermination de l'analyse financière*

L'analyse financière est basée sur les comptes annuels révisés des années 2003, 2004 et 2005 ainsi que sur les tableaux de trésorerie relatifs aux années 2003, 2004, 2005 et les 8 premiers mois de l'année 2006.

L'expertise effectuée par la fiduciaire a pour but l'analyse du potentiel d'investissement de l'OCMS. L'agrandissement ne devra pas mettre en péril la viabilité de l'entreprise. Afin de procéder à une évaluation objective des éléments du passé et de l'avenir, il s'agit de calculer sa valeur de rendement qui tient compte des cash flow prévisionnels basés sur les développements futurs.

• *Valeur de rendement*

La valeur de rendement est basée sur les résultats réalisés au cours des trois derniers exercices.

Afin d'obtenir des résultats plausibles, l'étude tient compte de certains produits financiers qui disparaîtront après l'agrandissement ou encore des charges de loyers des surfaces de stockage dont l'OCMS n'aura plus besoin, des différences sur amortissements «mobilier et machines» et «informatique», et des frais d'entretien de l'immeuble représentant 1% à 1,5% de l'investissement envisagé.

Suite aux ajustements susmentionnés, nous obtenons ainsi les résultats rectifiés qui correspondent au cash flow du fait qu'il n'y a, dans les comptes de l'OCMS, aucun amortissement (l'intégralité des investissements est comptabilisée en charges).

Le résultat d'exploitation moyen, pondéré de 1 à 3 et basé sur les trois années de référence, s'élève à 278 500 francs.

Pour déterminer la capacité d'investissement, il est nécessaire de considérer que l'OCMS réalisera ce cash flow à long terme puisqu'il sera affecté aux charges d'intérêt et d'amortissement de la dette ainsi qu'aux nouvelles charges d'exploitation.

En actualisant ce cash flow à un taux de 8% (intérêt 5%, amortissement 3%), l'investissement possible est de 3 206 650 francs.

• *Liquidités disponibles*

Sur la base des tableaux de trésorerie, l'OCMS est capable de dégager, à court terme, au minimum 420 000 francs de liquidités qui peuvent améliorer sa capacité d'investissement.

• *Capacité d'investissement et incidence financière pour l'Etat*

Sur la base de ces considérations, la fiduciaire a déterminé que l'OCMS peut assumer un investissement à hauteur de 3 600 000 francs sans remettre en question sa pérennité.

L'avant-projet d'agrandissement a fait l'objet d'une première estimation de coûts qui s'élève à environ 2 400 000 francs. Ainsi, le Conseil d'Etat, sur la base de ces informations, considère que la viabilité de l'OCMS est garantie et que le changement de statut n'aura aucune incidence financière pour l'Etat et les communes. Un bénéfice éventuel permettra de constituer des réserves pour des éditions non rentables, pour le renouvellement du mobilier et des équipements ainsi que pour l'entretien lourd des locaux.

7. CONSÉQUENCES EN PERSONNEL

Le projet n'a aucune conséquence au niveau des collaborateurs et des collaboratrices puisque les fonctions seront classées selon les dispositions applicables au personnel de l'Etat. De plus, les traitements seront fixés dans le cadre de l'échelle des traitements du personnel de l'Etat.

8. EUROCOMPATIBILITÉ

Le projet de loi ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

9. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

Art. 1

Le statut de l'OCMS est, sous l'angle de l'organisation, de la gestion et de la comptabilité, celui d'un établissement autonome, comparable par exemple à celui de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) ou de l'Office de la circulation et de la navigation (OCN). L'OCMS n'est dès lors plus soumis aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat, ni aux autres règles de gestion applicables à l'administration cantonale, sauf dans les cas où la loi sur l'OCMS y renvoie.

Une gestion selon les principes de l'économie d'entreprise signifie pour l'OCMS en particulier:

- fournir, au meilleur coût, des prestations répondant, en termes de qualité et de délai, aux besoins de la clientèle;
- avoir des objectifs définis en termes de résultats et répondre de leur réalisation.

Art. 2

L'alinéa premier mentionne les tâches de l'OCMS.

L'alinéa 2 lui permet de développer d'autres activités qui ne concernent que le domaine scolaire.

Art. 3

Le siège de l'OCMS est situé à Granges-Paccot.

CHAPITRE 2: Organes

Art. 4

Cet article mentionne les organes de l'OCMS qui sont décrits dans les articles suivants. La principale nouveauté consiste en la création d'un conseil d'administration. Le directeur ou la directrice devient formellement un organe.

Art. 5

Le conseil d'administration est formé de personnes représentant les communes et les milieux pédagogiques. Les membres du conseil d'administration sont choisis, principalement, en fonction de leurs compétences en matière de gestion d'entreprise et de leurs connaissances dans les domaines d'activité de l'OCMS et ceci pour une période de quatre ans. Le directeur ou la directrice doit préparer, en collaboration avec le président ou la présidente, les affaires qui relèvent du conseil d'administration et exécuter les décisions prises par celui-ci.

Art. 6 et ss

Les articles 6 et suivants précisent le fonctionnement et les attributions du conseil d'administration. Il en ressort qu'il est l'organe supérieur de l'Office et que, par conséquent, il détermine, dans le cadre du mandat de prestations, les objectifs de gestion. Il règle également les conditions générales d'engagement et de rémunéra-

tion des collaborateurs et des collaboratrices dans le cadre des prescriptions légales. Il adopte le budget, arrête les comptes et le rapport de gestion et les transmet au Conseil d'Etat à l'intention du Grand Conseil.

Art. 9

Cet article règle les modalités d'engagement du directeur ou de la directrice.

Art. 10

Les attributions du directeur ou de la directrice ne sont définies que de manière générale, la répartition plus précise des tâches et des compétences entre le conseil d'administration et le directeur ou la directrice devant pouvoir être réglée de manière flexible et adaptée aux circonstances par un règlement adopté par le conseil d'administration et approuvé par le Conseil d'Etat.

Art. 11

Le projet distingue entre la révision comptable (art. 11), qui pourra être attribuée à l'inspection des finances (le terme «externe» se rapportant à l'OCMS, et non pas à l'Etat), et le contrôle lié au mandat de prestations (art. 21 al. 2), qui pourrait être confié, dans un premier temps, à une société spécialisée.

CHAPITRE 3: Personnel

Art. 12 et ss.

Les rapports de services des collaborateurs et des collaboratrices de l'OCMS demeurent régis par le droit public, en particulier par la loi sur le personnel. Les collaborateurs et les collaboratrices sont engagés en qualité d'employés-es pour une durée indéterminée. L'horaire du travail est fixé en fonction des besoins de la clientèle et des contraintes de l'exploitation, après consultation du personnel. En effet, il s'avère qu'en raison du caractère saisonnier de la livraison du matériel aux écoles, le temps de travail doit être aménagé de façon à permettre une utilisation rationnelle des taux d'activité à disposition. Le système salarial de l'OCMS reste lié à celui de l'Etat par une double référence:

- a) la référence à la classification des fonctions de l'Etat (art. 14 al. 1), dont l'application au personnel de l'OCMS exige une collaboration entre ce dernier et les organes de l'Etat chargés de gérer cette classification;
- b) la référence à l'échelle des traitements de l'Etat (art. 14 al. 2), les traitements fixés par l'OCMS devant s'inscrire dans le cadre des minima et des maxima prévus pour chaque fonction par l'échelle des traitements applicable au personnel de l'Etat.

Dans le cadre fixé par le Conseil d'Etat, le conseil d'administration peut mettre en place un système de primes récompensant les prestations sortant du cadre correspondant aux exigences du poste d'un collaborateur ou d'une collaboratrice. C'est la très grande qualité des prestations qui est visée et non pas celles, bonnes, qui sont la règle pour accomplir à satisfaction sa tâche. La périodicité de l'octroi est annuelle lorsque les prestations sont exceptionnelles. La prime peut être octroyée selon une fréquence moins grande lorsqu'elle récompense des performances qui, notamment en raison de la nature de la fonction ne peuvent paraître comme exceptionnelles mais dépassent, de manière durable, les bonnes prestations, qui elles, correspondent aux exigences légitimes

de l'employeur. Cette disposition présuppose aussi que le système d'évaluation des prestations et des aptitudes permettent d'identifier celles donnant droit à la prime. Ces conditions sont nécessaires pour éviter les risques d'arbitraire que comporte une rémunération variable en fonction des prestations.

Ce système correspond à celui qui figure dans la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat.

CHAPITRE 4: Gestion

Art. 20

Le mandat de prestations définit, pour une période de cinq ans, les objectifs à atteindre par l'Office en termes de prestations et de résultats. Il est adopté par le Conseil d'Etat, sur le préavis du conseil d'administration.

Art. 21

Malgré une certaine indépendance dans son organisation et sa gestion, l'Office doit transmettre annuellement au Conseil d'Etat un rapport de gestion et, au terme du mandat, un rapport portant sur la période écoulée. De plus, le Conseil d'Etat désigne un organe qui assure le contrôle de l'exécution du mandat.

Art. 22

Le projet prévoit que les engagements de l'Office sont garantis par l'Etat contre une indemnisation dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat selon le principe défini sous le point 5.

Art. 23 al. 1 et 2

L'Office s'engage à transmettre une liste avec les prix du matériel d'enseignement et des fournitures disponibles aux communes et associations de communes ainsi qu'aux établissements scolaires concernés.

Le prix de vente couvre les frais d'acquisition du matériel d'enseignement et des fournitures, l'élaboration et la réalisation de nouveaux moyens d'enseignement ainsi que les besoins de fonctionnement de l'Office.

CHAPITRE 5: Dispositions finales

Art. 24

La transformation de l'Office en un établissement autonome n'entraîne aucun licenciement.

La garantie de salaire donnée à l'alinéa 2 se rapporte au montant du traitement acquis au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 25

L'Office reprend à titre gratuit les installations et les biens meubles qui sont actuellement affectés à l'accomplissement de ses tâches. En revanche, comme précisé au chapitre 6.2, les locaux actuellement occupés par l'OCMS sont cédés en contrepartie du bâtiment de la Grand-Rue 32.

L'Etat constitue en faveur de l'Office un droit distinct permanent de superficie aux mêmes conditions que pour l'OCN.

L'article 22 précise que les engagements de l'Office sont garantis par l'Etat. Dès lors, le projet de loi prévoit qu'en cas de cessation d'activités, l'unité PPE, les installations et les biens meubles lui reviennent.

Art. 26

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

10. CONCLUSIONS

Le Conseil d'Etat estime que le nouveau statut de l'OCMS va lui permettre de poursuivre son activité et sa mission envers l'école fribourgeoise, tout en lui donnant la possibilité d'agir de manière plus flexible et plus efficace. Le Conseil d'Etat est également convaincu que le changement de statut permettra à l'Office d'assumer son mandat et qu'il pourra répondre aux charges financières liées à son développement.

Le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 13 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die kantonale Lehrmittelverwaltung (Gewährung eines autonomen Status)

17. April 2007

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über die kantonale Lehrmittelverwaltung (Gewährung eines autonomen Status).

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung
2. Geschichte
3. Ziele des Entwurfs
4. Hauptkennzeichen des Entwurfs
5. Vernehmlassung
6. Wirtschaftliche Auswirkungen des neuen Status und langfristige Viabilität der KLV
 - 6.1. Gegenwärtige Räumlichkeiten der KLV – Erweiterungsprojekt
 - 6.2. Eigentümerschaft der Räumlichkeiten
 - 6.3. Finanzanalyse und Auswirkungen für Staat und Gemeinden
7. Folgen auf Personalebene
8. Eurokompatibilität
9. Kommentar der Bestimmungen
10. Schlussfolgerungen

1. EINLEITUNG

Die kantonale Lehrmittelverwaltung (KLV) hat die Aufgabe, Lehrmittel und Schulmaterial zu Handen der obligatorischen Schulen des Kantons zu lagern und bereitzuhalten. Zudem gibt sie Lehrmittel mit spezifischem Charakter für die Freiburger Schulen heraus.

Die KLV hat auch die Möglichkeit, Berufsschulen, Gymnasien, Fachhochschulen sowie offizielle Anstalten und gemeinnützige Institute zu beliefern.

Die KLV arbeitet mit vergleichbaren Institutionen anderer Kantone und mit den interkantonalen Stellen zusammen,

die mit der Erarbeitung und Herausgabe von Lehrmitteln beauftragt sind. Für den französischsprachigen Teil vertritt sie die Interessen des Kantons in der Commission du centre de réalisation des ouvrages romands (OR), die der Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) angehört. Für den deutschsprachigen Teil arbeitet sie in der Verlagsleiterkonferenz (VK) mit, die der – 17 Kantone, Halbkantone und das Fürstentum Liechtenstein umfassenden – Interkantonalen Lehrmittelzentrale (ILZ) angehört.

Sie ist der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) des Kantons Freiburg angegliedert und besitzt folglich keine eigene Rechtspersönlichkeit.

Augenblicklich beschäftigt die Lehrmittelverwaltung 16 Mitarbeiter/innen, die 10,2 Vollzeitstellen besetzen.

Um den internen Betrieb zu verbessern und die Situation in Bezug auf externe Gesprächspartner zu klären, schlägt der Staatsrat vor, den Status der KLV mittels eines Gesetzes zu verändern, das die Gewährung eines Status als öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit vorsieht. Der Staatsrat übernimmt die Aufsicht über die neue Lehrmittelverwaltung, die in ihrer Organisation und Geschäftsführung autonom ist.

2. GESCHICHTE

Im Jahr 1888 beschloss der Staatsrat auf Antrag von Georges Python die «Errichtung einer Zentralablage in Freiburg für sämmtliche Gegenstände, welche zur Erteilung des Schulunterrichtes dienen». Auf diesen Beschluss geht die heutige Lehrmittelverwaltung zurück. Der Staatsrat ernennt den Geschäftsführer, und das Depot darf keinen Gewinn abwerfen. Die Gemeinden können die Lehrmittel, die sie an die Schüler der Primarschulen weitergeben, nur in der Zentralablage beziehen.

Dieser Beschluss rief einen Proteststurm von Seiten der Buch- und Schreibwarenhändler hervor. Die Angelegenheit wurde im Grossen Rat behandelt, der den Beschluss genehmigte. Seither konnte der Kanton zur Vereinheitlichung des Lehr- und Schulmaterials auf das Lehrmitteldepot zählen.

Das Depot wurde 1888 in der Reichengasse 41 in Freiburg eröffnet. 1909 erhielt es von der Erziehungs- und Kultusdirektion die Erlaubnis, für 80 000 Franken das Haus Perrier an der Reichengasse 32 zu erwerben. Der Betrag wurde vom kantonalen Schatzamt vorgeschnossen und vom Depot im Laufe der Jahre vollständig zurückbezahlt.

Die Lehrmittel wurden seinerzeit nicht kostenlos abgegeben, sondern gingen vollständig zu Lasten der Eltern. Selbst wenn die Lehrbücher nicht häufig erneuert wurden, hatten die Eltern zahlreicher Familien hohe Kosten zu tragen. Im Jahr 1957 verlangte Grossrat André Francey mit sieben Mitunterzeichnern in einer Motion, dass die Lehrmittel in den Primar- und Sekundarschulen kostenlos zur Verfügung zu stellen seien. Die Motion wurde im Laufe des Jahres 1958 behandelt. Seither haben die Gemeinden den Schülern und dem Lehrkörper das für den obligatorischen Schulunterricht erforderliche Material zur Verfügung zu stellen.

Mit dem Reglement vom 19. März 1973 änderte die Zentralablage für das Lehr- und Schulmaterial ihren Namen und wurde zur kantonalen Lehrmittelverwaltung, das heisst zu einer der Erziehungs- und Kultusdirektion

unterstellten kantonalen Anstalt, die finanziell zwar autonom, doch dem kantonalen Finanzgesetz unterworfen war. Zum ersten Mal erhielt die Verwaltung den Auftrag, mit anderen kantonalen Institutionen sowie den für die Erarbeitung und Herausgabe von Lehrmitteln verantwortlichen interkantonalen Organisationen zusammenzuarbeiten.

Während mehrerer Jahrzehnte stellten die Lagerung und Auslieferung des Schulmaterials keine Probleme. Die Lieferungen hatten ein bescheidenes Ausmass. Seit den 1970er Jahren führten jedoch die Ausweitung des Sekundarunterrichts, die westschweizerische Schulkoordination und die Einführung neuer Unterrichtsmethoden zu einer erheblichen Steigerung des Geschäftsumfangs. 1988, hundert Jahre nach ihrer Gründung, erhielt, lagerte und lieferte die Lehrmittelverwaltung jährlich Material im Gewicht von 250 Tonnen. Rund 1500 Klassen mit 30 000 Schülern waren zu versorgen. Trotz dreier unterirdischer Erweiterungen zwischen 1970 und 1980 reichten die Räumlichkeiten an der Reichengasse 32 nicht mehr aus. Es war nicht mehr möglich, auf einer Fläche von 250 m² mehr als 1500 Artikel zu lagern. Der Standort erschwerte zudem das Be- und Entladen der Lastwagen, da der Verkehr in der engen Gasse stark zugenommen hatte.

Im Dezember 1985 trat die Aufsichtskommission der kantonalen Lehrmittelverwaltung dafür ein, die Errichtung eines Mehrzweckgebäudes in Granges-Paccot, Route de la Madeleine, im Staatseigentum zu studieren. Dieser Standort hat eine ideale Lage in Nähe der Autobahn A12 und ausserhalb des Stadtgebiets von Freiburg.

Am 7. Dezember 1987 genehmigte der Staatsrat den Bericht der Aufsichtskommission der Lehrmittelverwaltung vom 23. Oktober 1987 über die Umzugsbedingungen. In seiner Botschaft an den Grossen Rat vom 16. August 1988 erinnerte er daran, dass die kantonale Lehrmittelverwaltung finanziell autonom ist und die Staatsrechnung nicht belastet. Folglich muss der Verkauf von Lehrmitteln und Schulmaterial nicht nur die Herstellungskosten der Schulbücher, sondern auch die Gehälter und Sozialkosten des Personals sowie die Betriebskosten decken. Des Weiteren hob der Staatsrat hervor, dass die Lehrmittelverwaltung bisher sämtliche Kosten für Erwerb, Abschreibung und Unterhalt des von ihr genutzten Gebäudes an der Reichengasse 32 selbst getragen habe und deshalb vom Staat einen angemessenen Ausgleich erwarten dürfe. Der Letztere übernimmt folglich das Gebäude und verfügt darüber nach seinem Belieben. Als Gegenleistung stellt er die erforderlichen Räumlichkeiten im neuen Gebäude von Granges-Paccot unentgeltlich und zeitlich unbeschränkt zur Verfügung. Die Lehrmittelverwaltung trägt ihrerseits die Unterhalts- und Stromkosten für die neuen Räumlichkeiten.

Im Frühjahr 1991 bezog die KLV ihre neuen Räumlichkeiten und war so für den Beginn des neuen Schuljahrs 1991–1992 voll einsatzbereit. Zur gleichen Zeit wurden die Verwaltung und die Buchhaltung digitalisiert. Die neuen Räumlichkeiten erlaubten, eine sehr viel grössere Produktpalette als zuvor anzubieten. Die Nachfrage nach Lehrmitteln und Materialien für textiles Handarbeiten erhöhte sich erheblich.

Seit 1991 nahm die Menge der verkauften Materialien ständig zu. Heute bedient die Verwaltung ca. 2000 Klassen mit mehr als 40 000 Schüler/innen. Die Verkäufe beliefen sich 2006 auf 6 679 678 Franken. Die Rechnungen über die Lieferungen der KLV an Schulen, die unter die

obligatorische Schulpflicht fallen, werden von den Gemeinden direkt oder indirekt bezahlt. Die KLV befindet sich also in folgender Lage: Sie verursacht dem Staat keine Kosten und bietet den Gemeinden vorteilhafte Bedingungen für Lehr- und Schulmaterial. Der auf den Verkäufen erzielte Gewinn sichert den reibungslosen Betrieb und das Weiterbestehen der Lehrmittelverwaltung. Zurückstellungen ermöglichen die Veröffentlichung spezifisch freiburgischer Unterrichtsbücher. Dank ihrer guten Beziehungen zu anderen westschweizerischen Lehrmittelverwaltungen profitiert die KLV zudem von aussergewöhnlichen Lieferbedingungen, die sie direkt an ihre Kundschaft weitergibt.

3. ZIELE DES PROJEKTS

Die Absicht, der KLV eine autonome Rechtsstellung einzuräumen, ist Teil der Strukturreformen, die der Staatsrat durchgeführt hat, um der Kantonsverwaltung eine flexiblere und effizientere Geschäftsführung zu ermöglichen.

Das Hauptziel des Entwurfs ist, der Lehrmittelverwaltung die Handlungsfreiheit zu geben, die sie benötigt, um ihre Geschäftsführung und ihre Dienstleistungen einem Umfeld anzupassen, das sich rasch verändert und auf Wettbewerb gegründet ist.

Allgemein gesehen, erlaubt das Projekt, der KLV einen autonomen Status zu gewähren, Letzterer die Anwendung neuer betriebswirtschaftlicher Methoden und Verwaltungsinstrumente. So sieht das Projekt eine klare Unterscheidung zwischen strategischer und operationeller Ebene vor: Die strategischen Ziele werden von den politischen Organen festgelegt, während die operationelle Führung dem Verwaltungsrat und der Direktion obliegt; die Verbindung zwischen den beiden Ebenen wird durch einen Leistungsauftrag gewährleistet, der die zu erfüllenden Leistungs- und Ergebnisvorgaben definiert, und dessen Ausführung Gegenstand regelmässiger Berichte und einer Kontrolle durch ein Fachorgan ist.

Zudem könnte die KLV rasch ihre Platznot beheben und sich anders organisieren, um den Ansprüchen der Kundschaft besser zu entsprechen.

4. HAUPTKENNZEICHEN DES ENTWURFS

Der Staatsrat hat der Aufsichtskommission der KLV den Auftrag erteilt, die verschiedenen Rechtsformen zu prüfen, die innerhalb der so genannten dezentralisierten Verwaltungsformen möglich sind.

Gemäss dieser Analyse stehen mehrere juristische Formen zur Auswahl, um Einheiten, die zur Erfüllung von Aufgaben im öffentlichen Interesse eine gewisse Autonomie benötigen, einen entsprechenden Status zu geben, weil insbesondere der Markt, in dem sie tätig sind, mit der Privatwirtschaft geteilt wird, oder weil es um die Produktion von Gütern und Dienstleistungen geschäftlicher oder unternehmerischer Art geht, eine Produktion, die sich nur schwer einer hierarchischen zentralisierten Verwaltung anpassen lässt.

Eine juristische Person ist eine Rechtseinheit mit ähnlichen Rechten und Pflichten wie ein Staatsbürger; sie individualisiert eine Gruppe natürlicher Personen oder

eine Masse von Gütern, die einem bestimmten Zweck dienen.

Gewöhnlich werden juristische Personen nach zwei verschiedenen Kriterien unterschieden. Zum einen gibt es die Korporation und die Anstalt, zum anderen öffentlich-rechtliche und privatrechtliche juristische Personen.

Die öffentlich-rechtlichen Anstalten werden entweder durch Bundesrecht (wie die Suva) oder durch Kantonsrecht (wie die Universitäten) begründet. Augenblicklich ist die KLV eine Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts ohne eigene Persönlichkeit. Dabei handelt es sich um eine Verwaltungsorganisation, der eine Gesamtheit von Mitteln (Personal und Material) zur Verfügung steht, um langfristig eine bestimmte Aufgabe, im Allgemeinen im Dienstleistungsbereich, erfüllen zu können (vgl. Pierre Moor, *Droit administratif*, Bern 1992, Bd. III, S. 67).

Jede öffentlich-rechtliche Anstalt wird vom Gesetzgeber individuell gebildet: Keine ist mit einer anderen identisch. Das Ausmass an Autonomie, das jede Anstalt besitzt, beruht also auf der Analyse ihrer besonderen Stellung. Meistens setzt die Wahl eines bestimmten Autonomieinstruments das Vorhandensein eines bestimmten Aufsichtsorgans voraus. Die Aufsicht ist eine Art Gegenstück zur Autonomie. Deshalb bedingen sich Autonomie und Aufsicht gegenseitig.

Juristische Autonomie besteht, wenn die dezentralisierte Einheit mit einer Rechtspersönlichkeit ausgestattet ist, die einzig das Gesetz (im formellen Sinn, das heisst ein durch den Gesetzgeber beschlossener Akt) verleihen kann. Die Reichweite der öffentlich-rechtlichen Rechtspersönlichkeit ist in der Praxis beschränkt. Sie ist fast ausschliesslich formeller Natur. Sie macht aus der fraglichen Einheit zunächst ein privatrechtliches Subjekt, das Rechte und Pflichten hat, ein eigenes Vermögen besitzt und fähig ist, vor Gericht aufzutreten.

Das Gesetz kann der dezentralisierten Einheit auch innerhalb ihrer eigenen Organisation eine gewisse Autonomie verleihen. In diesem Fall spricht man von einer organischen Autonomie. Es kommt selten vor, dass sich eine öffentlich-rechtliche Anstalt selbst organisieren kann. Dagegen ist es üblich, dass das Gesetz spezifische Organe einsetzt, welche die zentrale Verwaltung nicht kennt, und die meistens eine kollegiale Form haben. So besitzen einige öffentlich-rechtliche Anstalten, wie das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (OCN) oder die kantonale Gebäudeversicherung (KGV), einen Verwaltungsrat, der teilweise aus verwaltungsexternen Persönlichkeiten besteht. Das Ernennungsrecht für diese Organe ist meist dem Staatsrat vorbehalten, und die Angestellten haben fast immer einen öffentlich-rechtlichen Status.

Der Gesetzgeber kann ebenfalls eine finanzielle Autonomie gewähren, die rein formell ist oder auf reale Vorechte ausgeweitet werden kann.

Die Autonomie findet ihre Grenzen in der Aufsichtspflicht, die im Allgemeinen von den der öffentlich-rechtlichen Anstalt vorgesetzten Behörden ausgeübt wird. Diese Aufsichtspflicht betrifft verschiedene Elemente: das Recht, Auskünfte über den Geschäftsgang und den Betrieb der Anstalt zu verlangen und zu erhalten, durch die Genehmigung eines Jahresberichts und die Prüfung der Jahresrechnung, durch das Recht, Kandidaten für die verschiedenen Räte zu ernennen, durch die Genehmigung von Reglementen, Statuten usw. sowie durch die Genehmigung des Voranschlages und gewisser wichtiger Entscheide.

Die öffentlich-rechtliche Anstalt muss auf einem kantonalen Gesetz gründen. Dieses Gesetz hat in klarer Weise die Organisationsregeln zu nennen und die Zuständigkeiten der Anstaltsorgane zu beschreiben. Darüber hinaus ist bei Gründung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt die Stellung des Personals festzulegen.

Betrachtet man die im schweizerischen Recht verfügbaren Formen, deren Ziele und Definitionen, die gegenwärtige Natur der KLV, die Tatsache, dass diese Form problemlos funktioniert, und das hohe öffentliche Interesse der von der KLV ausgeübten Tätigkeiten, so scheint die Form einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit die beste Lösung zu sein. Sie ermöglicht eine Anpassung an die heutige Situation und gibt zudem der KLV die Autonomie, die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben im Dienst der freiburgischen Schulen mit einer ausreichenden öffentlichen Aufsicht benötigt. Die Autonomie, von der hier die Rede ist, bezieht sich hauptsächlich auf die Finanz- und Personalverwaltung. Die KLV hat ihr eigenes Budget, ihre Geschäftsrechnung und ihre Bilanz. Sie verfügt über ihre Mittel und kann diese insbesondere frei an die Entwicklung des Umfangs ihrer Aufgaben anpassen. Sie stellt eigenständig ihr Personal an, dessen Arbeitgeber sie ist, und besitzt eine gewisse Flexibilität in der Handhabung der Arbeitsbeziehungen und der Entlohnung der Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen.

Diese Autonomie in der Geschäftsführung verändert allerdings nicht die Natur der KLV, die ein «Service public» bleibt. Sie verwandelt die Lehrmittelverwaltung weder in ein kommerzielles Unternehmen noch in ein hierarchisch untergeordnetes Amt, was die repräsentative Beteiligung der Gemeinden an der Geschäftsführung erschweren würde.

Die Beziehungen zwischen KLV und Staat bleiben eng, auf institutioneller wie auf finanzieller Ebene:

- Die KLV untersteht der Kontrolle des Staatsrats, dessen Aufgabe es insbesondere ist, die Mitglieder des Verwaltungsrats sowie den Direktor oder die Direktorin zu ernennen sowie die Rechnung und den Geschäftsbericht zu prüfen.
- Die KLV erhält vom Staatsrat einen Leistungsauftrag, der für eine Periode von fünf Jahren die zu erfüllenden Leistungs- und Ergebnisvorgaben definiert. Die Erfüllung des Auftrags ist Gegenstand periodischer Berichte an den Staatsrat und einer Kontrolle durch ein ausserhalb der KLV stehendes Organ.
- Was die Entlohnung ihrer Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen betrifft, ist die KLV an den Rahmen gebunden, der durch die Gehaltsskala des Staatspersonals und die Klassifizierung der diesbezüglichen Tätigkeiten vorgegeben ist. Innerhalb der gesetzlich vorgesehenen Grenzen kann sie allerdings vom Lohnsystem des Staats abweichen, um die individuellen Leistungen ihrer Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen besser berücksichtigen zu können.

Somit schlägt der Staatsrat vor, der KLV die juristische Stellung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt zu gewähren. Er gibt diesem Status den Vorzug, weil das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (OCN), das gleichfalls Aufgaben im öffentlichen Interesse erfüllt und zur Erreichung dieses Ziels geschäftliche Tätigkeiten ausübt, für die KLV ein gesetzgeberisches Modell liefert, das sich bewährt hat.

5. VERNEHMLASSUNG

Ein Vorentwurf des Gesetzes über die kantonale Lehrmittelverwaltung (Gewährung eines autonomen Status) wurde am 13. Februar 2006 in die Vernehmlassung geschickt.

Bis zum Ende der Vernehmlassung am 30. April 2006 erhielt die EKSD folgende Antworten:

| Konsultierte Organe | Zahl | Zahl der Antworten | Befürwortend | Befürwortend mit Kommentar | Ablehnend |
|---|------|--------------------|--------------|----------------------------|-----------|
| Gemeinden | 168 | 82 | 8 | 69 | 5 |
| Parteien | 8 | 5 | | 3 | 2 |
| Direktionen des Staatsrats mit den betroffenen Ämtern und Institutionen | 8 | 7 | 4 | 3 | |
| Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen | 1 | 1 | | 1 | |
| Kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz | 1 | 1 | 1 | | |
| Oberamtmännerkonferenz | 1 | 1 | | 1 | |
| Vorstand des Freiburger Gemeindeverbandes | 1 | 1 | | 1 | |
| Konferenz der Ammänner der Hauptorte und grossen Gemeinden | 1 | 0 | | | |
| Schulvorstände der OS, französisch- und deutschsprachiger Teil | 16 | 2 | | 1 | 1 |
| Anteil der Antworten 48.78% | 205 | 100 | 13 | 79 | 8 |

| Nichtkonsultierte Organe | Zahl | Zahl der Antworten | Befürwortend | Befürwortend mit Kommentar | Ablehnend |
|------------------------------------|------|--------------------|--------------|----------------------------|-----------|
| Verschiedene Schreibwarengeschäfte | | 1 | | | 1 |

Befürwortete Elemente

Die überwiegende Mehrheit der konsultierten Organe befürworten den Entwurf. Die von den Gemeinden geäußerten Kommentare beruhen in der Mehrzahl auf der Stellungnahme des Freiburger Gemeindeverbandes.

Wichtigste bestrittene Elemente und Stellungnahme des Staatsrats

Die Zusammensetzung des Verwaltungsrats war Gegenstand zahlreicher Bemerkungen, was die Vertretung der Gemeinden und der pädagogischen Kreise betrifft. Der Staatsrat schlägt vor, dass die Mitglieder nach ihren Kompetenzen und ihrer Erfahrung im pädagogischen oder Führungsbereich ausgewählt werden, wobei auf eine angemessene Vertretung der Gemeinden geachtet wird.

Zahlreiche Gemeinden forderten eine Klarstellung der finanziellen Beziehungen zum Staat. Der Staatsrat hat beschlossen, das gleiche Prinzip wie beim Amt für

Strassenverkehr und Schifffahrt (OCN) anzuwenden. Als öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit erhält die KLV für ihre Verpflichtungen eine Staatsgarantie. Wie beim OCN sollte die Garantie Gegenstand einer Entschädigung sein, die den Vorteil kompensiert, den die KLV in ihren finanziellen Beziehungen zu Banken besitzt. Die Staatsgarantie verbessert ihr «Rating». Wie beim OCN wird die Entschädigung 1,5% der Summe der Verpflichtungen zu Beginn jedes Geschäftsjahrs betragen.

Einige konsultierte Organe legen Wert auf den Wegfalls des Ausdrucks «Office» (Amt) im französischen Namen der KLV. Der Staatsrat möchte die Bezeichnung «Office cantonal du matériel scolaire» beibehalten, hat jedoch die Aufsichtskommission ermächtigt, einen neuen, für kommerzielle Zwecke verwendbaren Namen zu suchen.

6. WIRTSCHAFTLICHE AUSWIRKUNGEN DES NEUEN STATUS UND LANGFRISTIGE VIABILITÄT DER KLV

Der Statuswechsel ist durch die finanzielle Viabilität der KLV bedingt, die zu beweisen ist. So ist es das Ziel des vorliegenden Kapitels, das Erweiterungsprojekt und dessen finanzielle Auswirkungen auf den Betrieb darzustellen.

6.1. Gegenwärtige Räumlichkeiten der KLV – Erweiterungsprojekt

Nach Feststellung eines akuten Raummangels, der den reibungslosen Betrieb der Lehrmittelverwaltung behindert, hat die Aufsichtskommission der KLV eine Arbeitsgruppe gebildet, welche die zukünftigen Bedürfnisse und die Erweiterungsmöglichkeiten abklären sollte.

Die Arbeitsgruppe hatte die Aufgabe, die bestmögliche Lösung für die Problematik der Lagerräume und Verkaufsflächen zu finden.

- *Gegenwärtige Lage*

Das Warenvolumen, das 1992 ca. 250 Tonnen umfasste, stieg bis 2006 auf mehr als 600 Tonnen an. Dies führt zu grossen Zeitverlusten, da die Angestellten viel zu viele Paletten zwischen dem Aussenlager und den Räumen der KLV zu transportieren und die Artikel im Gebäudeinneren mehrfach in die Hand zu nehmen haben.

Überdies nahm die Zahl der Artikel von 3400 im Jahr 1992 auf mehr als 8000 im Jahr 2006 zu. Die Situation ist somit auch im Ladengeschäft kritisch geworden, da gewisse Artikel nicht mehr zum Verkauf ausgestellt werden können. Zusätzlich sei noch erwähnt, dass 2006 15 160 Barverkäufe erfolgten gegenüber 4000 im Jahr 1992.

- *Gegenwärtiges Raumprogramm und je nach Bedürfnissen geforderte Flächen*

Das Flächenprogramm wurde im Verhältnis zum Umfang der augenblicklich in den Räumen umgesetzten Waren und unter Berücksichtigung einer Sicherheitsmarge festgelegt, die ausreicht, um eine zukünftige Zunahme des Warenvolumens um etwa 10% sicherzustellen. In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass das Amt für Berufsbildung Anfang 2005

ein Abkommen mit der KLV geschlossen hat, laut dem die letztere in Zukunft der Hauptlieferant der Berufsschulen sein wird.

Raumprogramm

| Bezeichnung | Ort | Gegenwärtige Flächen m ² | Flächen gemäss Bedürfnissen m ² |
|----------------------------|--------------|-------------------------------------|--|
| Verwaltung | 1. Stock | 78 | 120 |
| Sitzungsraum | 1. Stock | 0 | 25 |
| Verkauf | 1. Stock | 227 | 430 |
| Arbeit und Pause | 1. Stock | 90 | 125 |
| Direktes Lager | Erdgeschoss | 505 | 643 |
| Arbeit | Erdgeschoss | 85 | 127 |
| Direktverkauf | Erdgeschoss | 5 | 10 |
| Warenanlieferung/-abholung | Erdgeschoss | 5 | 60 |
| Laderampe | Erdgeschoss | 40 | 90 |
| Internes Reservelager | Untergeschoß | 330 | 575 |
| Archiv | Untergeschoß | 20 | 30 |
| | | Total | 1'385 |
| | | | 2'235 |
| Externes Reservelager | Glasson | 420 | 0 – 150 |

- *Erweiterungsprojekt*

Die Aufsichtskommission der KLV hat einem Architekten den Auftrag erteilt, die Machbarkeit einer Erweiterung der Räumlichkeiten der Verwaltung am gegenwärtigen Standort an der Route de la Madeleine 1 in Granges-Paccot zu prüfen. Die Untersuchung kommt zum Schluss, dass eine Erweiterung auf der Westseite des bestehenden Gebäudes möglich ist.

Die Erweiterung ist die beste Lösung für die Lehrmittelverwaltung, da sich der jetzige Standort in günstiger Lage nahe einer wichtigen Verkehrsachse befindet.

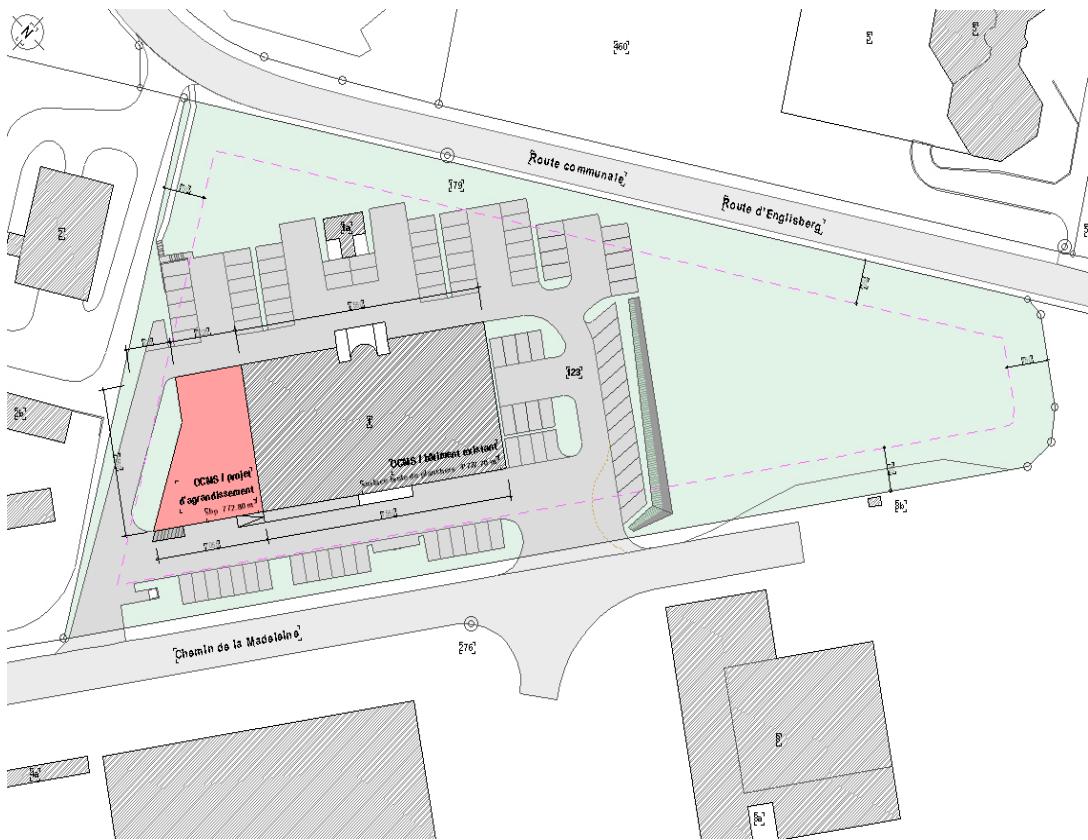
Das Projekt entspricht am besten den Bedürfnissen und verkürzt das Handling der Waren durch das Personal erheblich.

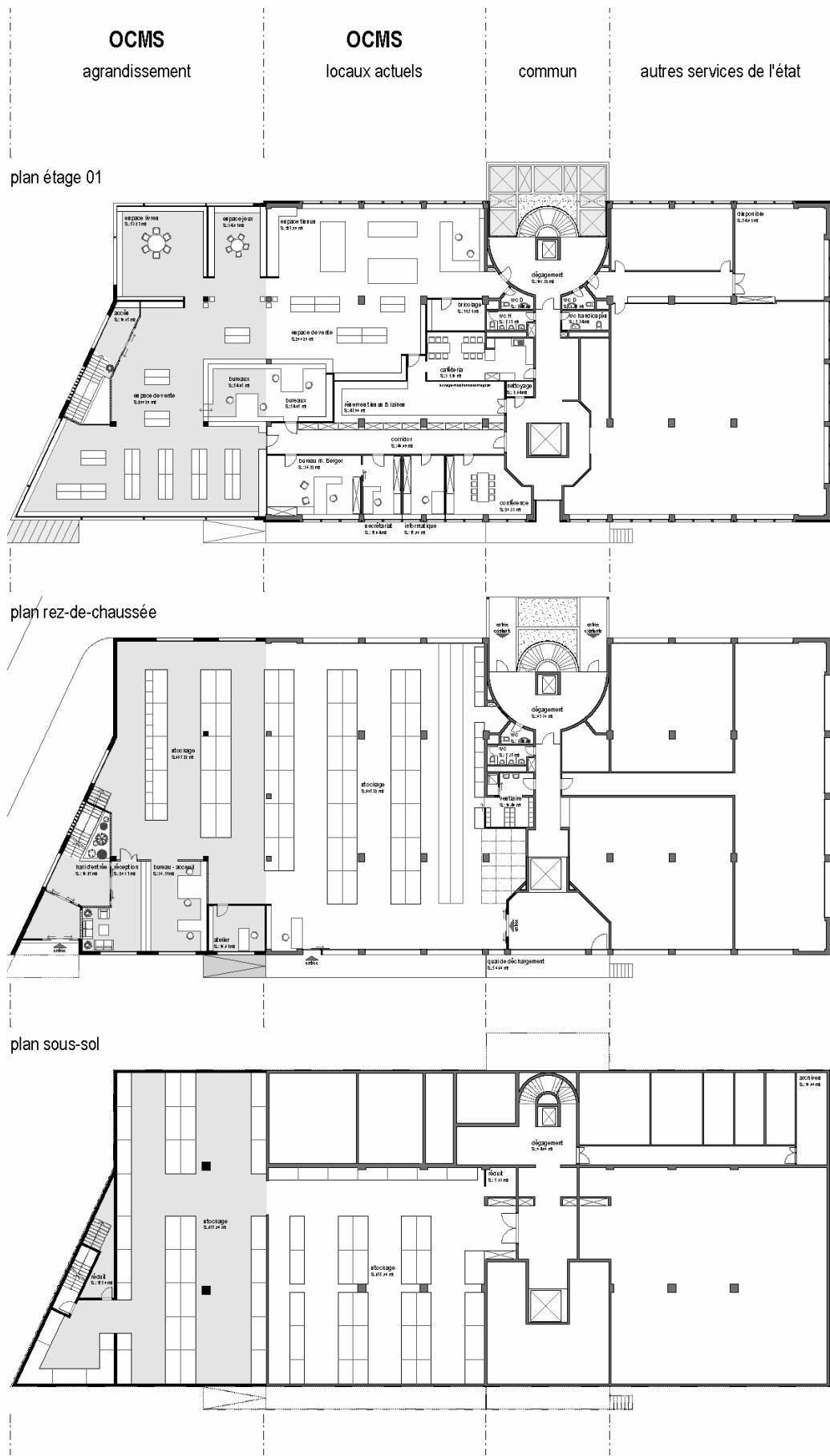
Das Erdgeschoss dient zum Lagern der Artikel, bevor sie in den Verkauf gelangen. Im ersten Stock sind der Verwaltungssektor und das Ladengeschäft untergebracht, das einen Ausstellungsbereich «Lehrmittel», einen Ausstellungsbereich «didaktische Spiele» und einen Raum «textiles und nichttextiles Handarbeiten» umfassen wird. Das Untergeschoß ist der langfristigen Lagerung vorbehalten. Das Projekt sieht zudem die Einrichtung eines neuen Parkplatzes vor, der den Bedürfnissen des gesamten Gebäudes entspricht, das heisst 88 Abstellfelder umfasst.

Perspektive, Ansicht von Südwesten



Lageplan





6.2. Eigentümerschaft der Räumlichkeiten

Vor der Erlangung der neuen rechtlichen Stellung ist die Eigentümerschaft der Gebäude festzulegen. Ein Abkommen ist für das Haus an der Reichengasse 32 in Freiburg abzuschliessen, dessen Erwerb und Umbau von der KLV finanziert wurden. Wie die an den Grossen Rat gerichtete Botschaft zum Dekretsentwurf für den Bau eines Verwaltungsgebäudes in Granges-Paccot (Nr. 97) vom 16. August 1988 festhält, wird der Kanton dieses Gebäude (Reichengasse 32) übernehmen und gegebenenfalls in Anbetracht der Erneuerungskosten später veräußern. Dagegen stellt er der Lehrmittelverwaltung die in dem neuen Gebäude (Route de la Madeleine 1 in Granges-Paccot) vorgesehenen Räumlichkeiten unentgeltlich und zeitlich unbeschränkt zur Verfügung.

Der Staatsrat schlägt vor, dass die augenblicklich von der kantonalen Lehrmittelverwaltung belegten Räumlichkeiten ins Eigentum der neuen Anstalt übergehen. Diese Räume werden ihr unentgeltlich abgetreten gegen das Haus Reichengasse 32. Andererseits wird die in Granges-Paccot geplante Erweiterung durch die KLV selbst finanziert. Diese Lösung wurde in einer notariellen Studie über die Aufteilung von Eigentum und die diesbezüglichen reglementarischen Bestimmungen geprüft. Aus dieser Studie geht hervor, dass die Einrichtung eines selbstständigen und dauernden Baurechts und einer Stockwerkeigentümerschaft (SWE) die beste Lösung ist. Der Notar hat zudem einen Reglementsentwurf für die Verwaltung und Nutzung des Gebäudes an der Route de la Madeleine 1 erarbeitet, der alle betroffenen Parteien zufrieden stellt.

Dagegen hat die KLV gemäss dem für das Strassenverkehrsamt gewählten Modell einen Baurechtszins zu entrichten. Der Grundstückspreis wird auf 140 Franken pro m² geschätzt, was dem Marktpreis in der betreffenden Zone entspricht. Die Fläche, die 6181 m² beträgt, wurde von einem Geometer unter Berücksichtigung der Möglichkeiten für zukünftige Bauten zu Staatszwecken festgelegt. Wie beim OCN wird die Rente zu einem Satz von 5,5% auf den Miteigentümeranteil der KLV, das heisst 432,25 %, berechnet. Sie beträgt 20 572 Franken und folgt der Entwicklung des Landesindex der Konsumentenpreise.

6.3. Finanzanalyse und Auswirkungen für Staat und Gemeinden

Die Aufsichtskommission hat der für die Revision der Jahresrechnung zuständigen Treuhandfirma den Auftrag erteilt, abzuklären, ob die Lehrmittelverwaltung nach der Erweiterung der Räumlichkeiten ihre eigenen Betriebskosten zu decken vermag.

- *Arbeitsgrundlage und Bestimmungsgrundsätze der Finanzanalyse*

Die Finanzanalyse gründet auf den revidierten Jahresrechnungen für 2003, 2004 und 2005 sowie auf den Cashflow-Tabellen der Jahre 2003, 2004, 2005 und der ersten 8 Monate des Jahrs 2006.

Das von der Treuhandfirma erstellte Gutachten analysiert das mögliche Investitionspotenzial der KLV im Hinblick auf eine Erweiterung unter Gewährleistung der Viabilität des Unternehmens. Um die vergangenen und zukünftige Elemente objektiv bewerten zu können, ist der Ertragswert zu berechnen, der den abseh-

baren, auf der zukünftigen Entwicklung begründeten Cashflow berücksichtigt.

- *Ertragswert*

Der Ertragswert gründet auf den Ergebnissen, die in den letzten drei Geschäftsjahren erzielt wurden.

Um plausible Ergebnisse zu erhalten, berücksichtigt die Studie gewisse finanzielle Erträge, die nach der Erweiterung verschwinden, Mietzinsen für die Lagerflächen, die von der KLV nicht mehr benötigt werden, Unterschiede auf den Abschreibungen «Möbiliar und Maschinen» sowie «Informatik» und Gebäudeunterhaltskosten, die 1% bis 1,5% der vorgesehenen Investition darstellen.

Mittels der erwähnten Korrekturen erhält man die berichtigten Resultate. Sie entsprechen dem Cashflow, da in der Rechnung der KLV keinerlei Abschreibung vorgesehen ist (sämtliche Investitionen sind als Ausgaben verbucht).

Der auf die drei Referenzjahre bezogene, von 1 bis 3 gewichtete mittlere Geschäftsertrag beträgt 278 500 Franken.

Um die Investitionsfähigkeit zu bestimmen, ist es erforderlich, in Betracht zu ziehen, dass die KLV diesen Cashflow langfristig erzielt, da er dazu dient, Zinsen und Abschreibung der Schulden sowie die neuen Betriebskosten zu begleichen.

Wird der Cashflow auf einem Satz von 8% (Zinsen 5%, Abschreibung 3%) aktualisiert, beträgt die mögliche Investition 3 206 650 Franken.

- *Verfügbare Barmittel*

Gemäss den Cashflow-Tabellen ist die KLV imstande, kurzfristig mindestens 420 000 Franken an flüssigen Mitteln freizumachen, die ihre Investitionsfähigkeit verbessern können.

- *Investitionsfähigkeit und finanzielle Folgen für den Staat*

Auf der Grundlage dieser Berechnungen kommt die Treuhandfirma zum Schluss, dass die KLV eine Investition in Höhe von 3 600 000 Franken tätigen kann, ohne ihr Weiterbestehen in Frage zu stellen.

Das Erweiterungsvorprojekt war Gegenstand einer ersten Kostenschätzung, die ca. 2 400 000 Franken ergeben hat. Gestützt auf diese Informationen, ist der Staatsrat somit der Ansicht, dass die Viabilität der KLV gewährleistet ist und dass der Statuswechsel keine Auswirkungen für Staat und Gemeinden hat. Hervorzuheben ist, dass ein etwaiger Gewinn zur Aufnung von Reserven dienen kann, mit denen sich unrentable Veröffentlichungen, die Erneuerung von Möbiliar und Einrichtungen sowie der bauliche Unterhalt der Räumlichkeiten finanzieren lassen.

7. FOLGEN AUF PERSONALEBENE

Der Entwurf hat keine Folgen auf Personalebene, da die Tätigkeiten gemäss den auf das Staatspersonal anwendbaren Bestimmungen klassifiziert werden. Zudem sind die Gehälter gemäss der Gehaltsskala des Staatspersonals festgelegt.

8. EUROKOMPATIBILITÄT

Der Gesetz weist keine Inkompatibilität mit dem europäischen Recht auf.

9. KOMMENTAR DER BESTIMMUNGEN

ERSTES KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen

Art. 1

Hinsichtlich Organisation, Geschäftsführung und Buchhaltung hat die KLV die rechtliche Stellung einer autonomen Anstalt, die beispielsweise mit dem Status der kantonalen Gebäudeversicherung (KGV) oder des Amts für Strassenverkehr und Schifffahrt (OCN) verglichen werden kann. Somit untersteht die KLV in Zukunft weder den Bestimmungen des kantonalen Finanzgesetzes noch anderen für die kantonale Verwaltung gültigen Geschäftsführungsregeln, es sei denn, das Gesetz der KLV würde ausdrücklich auf solche verweisen.

Eine Führung nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen bedeutet für die KLV insbesondere:

- so kostengünstig wie möglich Dienstleistungen zu erbringen, die hinsichtlich Qualität und Termingerechtigkeit den Erwartungen der Kundschaft entsprechen;
- sich gewinnorientierte Ziele zu setzen und diese zu erreichen.

Art. 2

Der erste Absatz zählt die Aufgaben der KLV auf.

Absatz 2 erlaubt ihr, Nebentätigkeiten zu entwickeln, die nicht den Schulbereich betreffen.

Art. 3

Der Sitz der KLV befindet sich in Granges-Paccot.

2. KAPITEL: Organe

Art. 4

Dieser Artikel zählt die Organe der KLV auf, die in den folgenden Artikeln beschrieben werden. Die wichtigste Neuerung ist die Schaffung eines Verwaltungsrats. Der Direktor oder die Direktorin wird formell zu einem Organ.

Art. 5

Der Verwaltungsrat besteht aus Personen, welche die Gemeinden und die pädagogischen Kreise vertreten. Die Verwaltungsratsmitglieder werden hauptsächlich auf Grund ihrer Kompetenzen in der Geschäftsführung und ihrer Kenntnisse in den Tätigkeitsbereichen der KLV gewählt, und dies für eine Periode von vier Jahren. Der Direktor oder die Direktorin hat überdies in Zusammenarbeit mit dem Präsidenten oder der Präsidentin die Geschäfte vorzubereiten, die in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats fallen und die durch diesen gefällten Entscheide auszuführen.

Art. 6 ff.

Die Artikel 6 folgende präzisieren die Funktionsweise und die Befugnisse des Verwaltungsrats. Wie daraus hervorgeht, ist er das oberste Organ der KLV und bestimmt folglich im Rahmen des Leistungsauftrags die Geschäfts-

ziele. Er regelt ebenfalls im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften die allgemeinen Bedingungen für die Anstellung und Entlohnung der Mitarbeitenden. Er verabschiedet den Voranschlag und beschliesst die Jahresrechnung und den Geschäftsbericht und überweist sie an den Staatsrat zu Handen des Grossen Rats.

Art. 9

Dieser Artikel regelt die Anstellungsmodalitäten des Direktors oder der Direktorin.

Art. 10

Die Befugnisse des Direktors oder der Direktorin werden nur allgemein festgelegt, um eine flexible und situationsbezogene Verteilung der Aufgaben und Zuständigkeiten zwischen Verwaltungsrat und Direktor oder Direktorin durch ein vom Verwaltungsrat verabschiedetes und vom Staatsrat genehmigtes Reglement zu ermöglichen.

Art. 11

Der Vorentwurf unterscheidet zwischen der Revision der Jahresrechnung (Art. 11), mit der das Finanzinspektorat beauftragt werden kann (das Wort «extern» ist in Bezug auf die KLV, doch nicht in Bezug auf den Staat zu verstehen), und der Kontrolle der Ausführung des Leistungsauftrags (Art. 21, Abs. 2), die zunächst einer spezialisierten Firma anvertraut werden könnte.

3. KAPITEL: Personal

Art. 12 ff.

Das Dienstverhältnis der Mitarbeitenden der KLV ist künftig öffentlich-rechtlich, d. h. insbesondere durch das Personalgesetz, geregelt. Die Mitarbeitenden werden auf unbestimmte Zeit angestellt. Die Arbeitszeitordnung erfolgt nach Anhörung des Personals gemäss kunden- und betriebsorientierten Kriterien. Auf Grund des saisonbedingten Charakters der Lieferung des Materials an die Schulen ist die Arbeitszeit so einzuteilen, dass die verfügbare Arbeitskraft zweckmässig eingesetzt werden kann. Das Gehaltssystem der KLV ist in zweifacher Hinsicht an jenes des Kantons geknüpft:

- a) Auf das KLV-Personal angewendet, setzt der Bezug auf die Einteilung der Funktionen des Staatspersonals (Art. 14 Abs. 1) eine Zusammenarbeit zwischen der Lehrmittelverwaltung und den für diese Einteilung zuständigen Staatsorganen voraus.
- b) Durch den Bezug auf die Gehaltsskala des Staatspersonals (Art. 14 Abs. 2) haben sich die von der KLV festgelegten Gehälter an die Minima und Maxima zu halten, die in der erwähnten Gehaltsskala für jede Tätigkeit vorgesehen sind.

Innerhalb des vom Staatsrat gesteckten Rahmens kann der Verwaltungsrat ein Prämiensystem zur Belohnung von Leistungen einführen, die über den durch die Anforderungen der Stelle eines Mitarbeiters oder einer Mitarbeiterin bedingten Rahmen hinausgehen. Dabei geht es um Leistungen von höchster Qualität und nicht um die – guten – Leistungen, die zur befriedigenden Erfüllung einer Aufgabe die Regel sind. Die Prämie kann jährlich ausgerichtet werden, wenn die Leistungen ausserordentlich sind, oder weniger häufig, wenn Leistungen belohnt werden, die, insbesondere auf Grund der Art der Beschäftigung, nicht als aussergewöhnlich erachtet werden können, doch für längere Zeit die guten Leistungen über-

treffen, die den berechtigten Ansprüchen des Arbeitgebers entsprechen. Diese Bestimmung setzt auch voraus, dass das Bewertungssystem erlaubt, die für Leistungen und Fähigkeiten zu bestimmen, die Anrecht auf eine Prämie geben. Diese Bedingungen sind erforderlich, um die Gefahr der Willkür auszuschliessen, die eine leistungsbezogene Entlohnung mit sich bringt.

Dieses System entspricht jenem, das im Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal enthalten ist.

4. KAPITEL: Geschäftsführung

Art. 20

Der Leistungsauftrag definiert für eine Periode von fünf Jahren die von der KLV zu erfüllenden Leistungs- und Ergebnisvorgaben. Er wird vom Staatsrat nach Vorbegutachtung durch den Verwaltungsrat verabschiedet.

Art. 21

Trotz einer gewissen Unabhängigkeit in seiner Organisation und Geschäftsführung hat die KLV dem Staatsrat einen jährlichen Geschäftsbericht und nach Ablauf des Auftrags einen Bericht über die abgelaufene Periode vorzulegen. Zudem bezeichnet der Staatsrat ein Organ, das die Ausführung des Leistungsauftrags kontrolliert.

Art. 22

Gemäss Vorentwurf garantiert der Staat die Verpflichtungen der KLV und erhält dafür eine Entschädigung, deren Höhe durch den Staatsrat gemäss dem unter Punkt 5 definierten Prinzip festgelegt wird.

Art. 23 Abs. 1 und 2

Die KLV verpflichtet sich, den betroffenen Gemeinden, Gemeindeverbänden und Schulen eine Preisliste für die verfügbaren Lehrmittel und Materialien zuzustellen.

Der Verkaufspreis deckt die Anschaffungskosten der Lehrmittel und Materialien, der Erarbeitung und Veröffentlichung neuer Lehrmittel und dem Betriebsbedarf der KLV.

5. KAPITEL: Schlussbestimmungen

Art. 24

Die Umwandlung der KLV in eine autonome Anstalt führt zu keiner Entlassung.

Die in Absatz 2 gegebene Gehaltsgarantie bezieht sich auf die bei Inkrafttreten des Gesetzes erreichte Höhe des Gehalts.

Art. 25

Die Lehrmittelverwaltung erhält unentgeltlich die Einrichtungen und das Mobiliar, die sie augenblicklich zur Erfüllung ihrer Aufgaben benutzt. Dagegen tritt sie, wie im Kapitel 6.2 ausgeführt, das Haus an der Reichengasse 32 gegen die augenblicklich von ihr belegten Räumlichkeiten ab.

Der Staat bildet zugunsten der KLV ein ständiges und dauerndes Baurecht zu den gleichen Bedingungen, die das OCN erhielt.

In Artikel 22 ist festgelegt, dass der Staat die Verpflichtungen der Lehrmittelverwaltung garantiert. Deshalb sieht der Gesetzesentwurf vor, dass bei Aufgabe der Geschäftstätigkeit die Stockwerkeinheit, die Einrichtungen und das Mobiliar an den Staat zurückgehen.

Art. 26

Der Staatsrat ist mit dem Vollzug des vorliegenden Gesetzes beauftragt und legt das Datum für dessen Inkrafttreten fest.

10. SCHLUSSFOLGERUNGEN

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die neue rechtliche Stellung der KLV ermöglicht, ihre Tätigkeit und ihren Auftrag im Dienst der Freiburger Schulen weiterzuführen und zugleich in Zukunft flexibler und effizienter zu handeln. Des Weiteren ist der Staatsrat überzeugt, dass der Statuswechsel der KLV ermöglicht, ihren Auftrag zu erfüllen und den mit ihrer Entwicklung verbundenen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen.

Der Staatsrat lädt Sie ein, den vorliegenden Gesetzesentwurf zu verabschieden.

Loi

du

sur l'Office cantonal du matériel scolaire (LOCMS)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 17 avril 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Statut

¹ L'Office cantonal du matériel scolaire (ci-après: l'Office) est un établissement de droit public, doté de la personnalité juridique.

² Il est placé sous la surveillance du Conseil d'Etat, qui exerce celle-ci par l'intermédiaire de la Direction compétente (ci-après: la Direction).

³ Il est autonome dans son organisation et sa gestion et tient sa propre comptabilité.

⁴ Il est géré selon les principes de l'économie d'entreprise.

Art. 2 Tâches

¹ L'Office remplit les tâches qui lui sont attribuées par la législation scolaire. En particulier:

a) il tient constamment à la disposition des écoles le matériel d'enseignement et les fournitures scolaires demandés par la Direction;

Gesetz

vom

über die Kantonale Lehrmittelverwaltung (KLVG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 17. April 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Rechtliche Stellung

¹ Die Kantonale Lehrmittelverwaltung (die Lehrmittelverwaltung) ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit.

² Sie untersteht der Aufsicht des Staatsrates, der diese über die zuständige Direktion (die Direktion) ausübt.

³ Sie ist in ihrer Organisation und Geschäftsführung autonom und führt eine eigene Rechnung.

⁴ Sie wird nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführt.

Art. 2 Aufgaben

¹ Die Lehrmittelverwaltung erfüllt die Aufgaben, die ihr durch die Schulgesetzgebung übertragen werden, und zwar insbesondere folgende:

a) Sie hält für die Schulen stets die von der Direktion verlangten Lehrmittel und Schulmaterialien bereit.

- b) en règle générale, il livre aux écoles et établissements officiels faisant partie de la scolarité obligatoire le matériel d'enseignement et les fournitures scolaires dont ils ont besoin, y compris les fournitures destinées aux activités créatrices;
- c) il peut, à leur demande, livrer à d'autres écoles que celles qui font partie de la scolarité obligatoire le matériel d'enseignement et les fournitures scolaires;
- d) sur décision de la Direction, il édite les moyens d'enseignement destinés spécifiquement à l'école fribourgeoise;
- e) il collabore avec les établissements similaires d'autres cantons ainsi qu'avec les organismes intercantonaux chargés de l'élaboration et de l'édition des moyens d'enseignement;
- f) il peut apporter son concours à des projets liés à la réalisation de moyens d'enseignement ou d'autres tâches se rapportant à la formation.

² L'Office peut fournir, sur une base contractuelle, des services qui sont en relation avec ses activités principales.

Art. 3 Siège

L'Office a son siège à Granges-Paccot.

CHAPITRE 2

Organes

Art. 4 En général

Les organes de l'Office sont:

- a) le conseil d'administration;
- b) le directeur ou la directrice;
- c) l'organe de révision.

Art. 5 Conseil d'administration

a) Composition

¹ Le conseil d'administration est composé d'un président ou d'une présidente et de huit autres personnes, dont un membre du personnel, qui sont nommés par le Conseil d'Etat pour une période de quatre ans.

- b) In der Regel liefert sie den Schulen und den offiziellen Institutionen im Rahmen der obligatorischen Schulpflicht die nötigen Lehrmittel und die Schulmaterialien, inklusive der Materialien für textiles und nichttextiles Handarbeiten.
 - c) Sie kann die Lehrmittel und Schulmaterialien auf Verlangen auch an Schulen liefern, die Unterricht außerhalb der Schulpflicht anbieten.
 - d) Nach Entscheid der Direktion gibt sie Lehrmittel heraus, die speziell für den Kanton Freiburg bestimmt sind.
 - e) Sie arbeitet mit vergleichbaren Institutionen anderer Kantone und mit den interkantonalen Stellen zusammen, die mit der Erarbeitung und der Herausgabe von Lehrmittel beauftragt sind.
 - f) Sie kann sich an Projekten, die mit der Herstellung von Lehrmitteln verbunden sind, und an anderen ausbildungsbezogenen Aufgaben beteiligen.
- ² Die Lehrmittelverwaltung kann auf vertraglicher Grundlage Dienstleistungen erbringen, die mit ihren Haupttätigkeiten in Zusammenhang stehen.

Art. 3 Sitz

Die Lehrmittelverwaltung hat ihren Sitz in Granges-Paccot.

2. KAPITEL

Organe

Art. 4 Im Allgemeinen

Die Organe der Lehrmittelverwaltung sind:

- a) der Verwaltungsrat;
- b) die Direktorin oder der Direktor;
- c) die Revisionsstelle.

Art. 5 Verwaltungsrat

a) Zusammensetzung

¹ Der Verwaltungsrat setzt sich aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten und 8 weiteren Mitgliedern, davon einer Vertreterin oder einem Vertreter des Personals, zusammen, die vom Staatsrat für vier Jahre ernannt werden.

² Les membres du conseil d'administration sont choisis en fonction de leurs compétences et de leur expérience dans le domaine pédagogique ou dans celui de la gestion. Les communes sont représentées de manière adéquate.

³ Le conseil désigne une personne à la vice-présidence et une autre au secrétariat.

⁴ La direction de l'Office participe aux séances du conseil avec voix consultative.

Art. 6 b) Séances

¹ Le président ou la présidente convoque le conseil d'administration chaque fois que les affaires l'exigent, mais au moins une fois par semestre.

² En outre, le conseil se réunit à la demande écrite d'un membre du conseil ou de la direction de l'Office.

³ La présence de cinq membres au moins est requise pour la validité d'une décision.

Art. 7 c) Attributions

¹ Le conseil d'administration est l'organe supérieur de l'Office. Il répond de sa gestion devant le Conseil d'Etat.

² Il a notamment les attributions suivantes:

- a) il détermine, dans le cadre du mandat de prestations, les objectifs de gestion de l'Office;
- b) il fixe l'organisation générale de l'Office et désigne les personnes qui, par leur signature, engagent l'Office envers les tiers;
- c) il règle, dans le cadre des prescriptions légales et après avoir consulté le personnel, les conditions générales d'engagement et de rémunération des collaborateurs et collaboratrices;
- d) il approuve les propositions d'engagement des collaborateurs et collaboratrices par la direction de l'Office;
- e) il adopte le budget;
- f) il arrête les comptes et le rapport de gestion et les transmet au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil;
- g) il donne son préavis sur les objets qui relèvent du Conseil d'Etat.

² Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden nach ihren Kompetenzen und ihrer Erfahrung im pädagogischen oder Führungsbereich ausgewählt. Die Gemeinden sind angemessen darin vertreten.

³ Der Verwaltungsrat bezeichnet seine Vizepräsidentin oder seinen Vizepräsidenten und seine Sekretärin oder seinen Sekretär.

⁴ Die Direktorin oder der Direktor der Lehrmittelverwaltung nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrats teil.

Art. 6 b) Sitzungen

¹ Die Präsidentin oder der Präsident beruft den Verwaltungsrat ein, sooft es die Geschäfte erfordern, jedoch mindestens einmal je Quartal.

² Sie oder er beruft ihn außerdem auf schriftlichen Antrag eines Verwaltungsratsmitglieds oder der Direktorin oder des Direktors ein.

³ Für die Gültigkeit eines Beschlusses ist die Anwesenheit von mindestens fünf Mitgliedern erforderlich.

Art. 7 c) Befugnisse

¹ Der Verwaltungsrat ist das oberste Organ der Lehrmittelverwaltung. Er ist für seine Geschäftsführung dem Staatsrat gegenüber verantwortlich.

² Er hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Er bestimmt im Rahmen des Leistungsauftrags die Geschäftsziele der Lehrmittelverwaltung.
- b) Er legt die allgemeine Organisation der Lehrmittelverwaltung fest und bezeichnet die Personen, die mit ihrer Unterschrift die Lehrmittelverwaltung gegenüber Dritten verpflichten.
- c) Er regelt im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften und nach Anhören des Personals die allgemeinen Bedingungen für die Anstellung und die Besoldung der Mitarbeiter.
- d) Er genehmigt die Vorschläge für die Anstellung von Mitarbeitern durch den Direktor.
- e) Er beschliesst den Voranschlag.
- f) Er beschliesst die Jahresrechnung, verabschiedet den Geschäftsbericht und überweist sie dem Staatsrat zuhanden des Grossen Rates.
- g) Er nimmt zu den Geschäften Stellung, für die der Staatsrat zuständig ist.

Art. 8 d) Rétribution

La rétribution des membres du conseil d'administration est fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 9 Directeur ou directrice

a) Statut

¹ Le directeur ou la directrice est engagé-e par le Conseil d'Etat, sur la proposition du conseil d'administration.

² Il ou elle est placé-e sous la surveillance du conseil d'administration et lui fait régulièrement rapport.

Art. 10 b) Attributions

¹ Le directeur ou la directrice pourvoit à la bonne marche de l'Office et à son développement.

² Il ou elle a la charge de la conduite opérationnelle de l'Office et procède à tous les actes de gestion courante.

³ Ses attributions et compétences sont précisées dans un règlement qui est adopté par le conseil d'administration et approuvé par le Conseil d'Etat.

Art. 11 Organe de révision

¹ Les comptes de l'Office sont révisés par un organe externe, désigné par le Conseil d'Etat.

² Cet organe présente à la fin de chaque exercice un rapport qui est joint aux comptes.

CHAPITRE 3**Personnel****Art. 12** Statut

¹ Les collaborateurs et collaboratrices de l'Office ont un statut de droit public.

² Ils sont engagés en règle générale pour une durée indéterminée.

Art. 8 d) Entlöhnung

Die Entlöhnung der Mitglieder des Verwaltungsrats wird vom Staatsrat festgesetzt.

Art. 9 Direktor/in

a) Dienstverhältnis

¹ Die Direktorin oder der Direktor wird vom Staatsrat auf Antrag des Verwaltungsrats angestellt.

² Sie oder er untersteht der Aufsicht des Verwaltungsrats, dem er regelmässig Bericht erstattet.

Art. 10 b) Befugnisse

¹ Die Direktorin oder der Direktor sorgt für einen guten Geschäftsgang und die Entwicklung der Lehrmittelverwaltung.

² Sie oder er gewährleistet den Vollzug der Gesetzgebung, die für den Tätigkeitsbereich der Lehrmittelverwaltung gilt.

³ Ihre oder seine Befugnisse und Zuständigkeiten werden in einem Reglement näher festgelegt, das vom Verwaltungsrat beschlossen und vom Staatsrat genehmigt wird.

Art. 11 Revisionsstelle

¹ Die Rechnung der Lehrmittelverwaltung wird von einer externen Revisionsstelle geprüft, die vom Staatsrat bezeichnet wird.

² Die Revisionsstelle legt am Ende jedes Rechnungsjahres einen Bericht vor, der der Jahresrechnung beigelegt wird.

3. KAPITEL**Personal****Art. 12** Dienstverhältnis

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Lehrmittelverwaltung stehen in einem öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnis.

² Sie werden in der Regel auf unbestimmte Zeit angestellt.

Art. 13 Durée du travail et horaire

¹ La durée du travail est la même que celle du personnel de l'Etat.

² L'horaire de travail est fixé par l'Office.

Art. 14 Rémunération

a) Traitements

¹ Les fonctions des collaborateurs et collaboratrices de l'Office sont classées selon les dispositions applicables au personnel de l'Etat.

² Les traitements sont fixés par le conseil d'administration selon l'échelle des traitements du personnel de l'Etat.

Art. 15 b) Allocations

Les collaborateurs et collaboratrices de l'Office reçoivent les mêmes allocations que le personnel de l'Etat.

Art. 16 Primes et récompenses

Dans le cadre fixé par le Conseil d'Etat, le conseil d'administration peut introduire un système de primes récompensant les prestations exceptionnelles ou inventives des collaborateurs et collaboratrices.

Art. 17 Prévoyance

¹ L'Office est affilié, en qualité d'institution externe, à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

² Ses collaborateurs et collaboratrices sont assurés auprès de cette Caisse aux conditions prévues par la loi y relative.

Art. 18 Contentieux

¹ Les décisions prises par l'Office à l'égard d'un collaborateur ou d'une collaboratrice peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² Toutefois, les décisions concernant la rémunération sont soumises à réclamation préalable auprès de l'autorité qui a rendu la décision.

Art. 13 Arbeitsdauer und Arbeitszeitordnung

¹ Die Arbeitsdauer ist gleich wie beim Staatspersonal.

² Die Arbeitszeitordnung wird von der Lehrmittelverwaltung festgesetzt.

Art. 14 Besoldung

a) Gehalt

¹ Die Funktionen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Lehrmittelverwaltung werden nach den für das Staatspersonal geltenden Bestimmungen festgesetzt.

² Die Gehälter werden vom Verwaltungsrat im Rahmen der Gehaltsskala des Staatspersonals festgesetzt.

Art. 15 b) Zulagen

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Lehrmittelverwaltung erhalten die gleichen Zulagen wie das Staatspersonal.

Art. 16 Prämien und Belohnung

In dem vom Staatsrat festgelegten Rahmen kann der Verwaltungsrat ein Prämien system einführen, mit dem ausserordentliche oder innovative Leistungen belohnt werden.

Art. 17 Berufliche Vorsorge

¹ Die Lehrmittelverwaltung wird als auswärtige Institution der Pensionskasse des Staatspersonals angeschlossen.

² Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sind bei dieser Pensionskasse zu den Bedingungen des einschlägigen Gesetzes versichert.

Art. 18 Streitfälle

¹ Die von der Lehrmittelverwaltung gegenüber einer Mitarbeiterin oder einem Mitarbeiter getroffenen Entscheide können gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit einer Beschwerde an das Verwaltungsgericht angefochten werden.

² Entscheide über das Gehalt können jedoch zuvor mit einer Einsprache an die Behörde angefochten werden, die den Entscheid getroffen hat.

Art. 19 Droit complémentaire

Pour le reste, les devoirs et les droits des collaborateurs et collaboratrices de l'Office sont régis par la législation sur le personnel de l'Etat.

CHAPITRE 4

Gestion

Art. 20 Mandat de prestations

a) Mandat

¹ Le mandat de prestations définit, pour une période de cinq ans, les objectifs à atteindre par l'Office en termes de prestations et de résultats.

² Il est adopté par le Conseil d'Etat, sur le préavis du conseil d'administration.

³ Il peut être modifié, à la demande du Conseil d'Etat ou du conseil d'administration, en cours de période si des circonstances extraordinaires le justifient.

b) Rapports et contrôle

¹ L'Office présente au Conseil d'Etat, pour être soumis au Grand Conseil, un rapport sur l'exécution du mandat de prestations:

a) annuellement, dans le rapport de gestion;

b) au terme du mandat, dans un rapport portant sur la période y relative.

² Un organe désigné par le Conseil d'Etat assure le contrôle de l'exécution du mandat.

Art. 22 Relations financières avec l'Etat

Les engagements de l'Office sont garantis par l'Etat contre indemnisation dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 23 Fixation des prix

¹ Chaque année, la liste du matériel d'enseignement et des fournitures disponibles est transmise, avec indication des prix, aux communes et associations de communes ainsi qu'aux établissements scolaires concernés.

Art. 19 Ergänzendes Recht

Im Übrigen richten sich die Rechte und Pflichten der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Lehrmittelverwaltung nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

4. KAPITEL

Geschäftsführung

Art. 20 Leistungsauftrag

a) Auftrag

¹ Der Leistungsauftrag definiert die von der Lehrmittelverwaltung innert einer Periode von fünf Jahren zu erfüllenden Leistungs- und Ergebnisvorgaben.

² Er wird vom Staatsrat nach Stellungnahme des Verwaltungsrats beschlossen.

³ Er kann auf Verlangen des Staatsrats oder des Verwaltungsrats innerhalb der Periode abgeändert werden, wenn ausserordentliche Umstände dies rechtfer- tigen.

b) Berichte und Kontrolle

¹ Die Lehrmittelverwaltung erstattet dem Staatsrat zuhanden des Grossen Rates Bericht über die Ausführung des Leistungsauftrags:

a) jährlich in einem Geschäftsbericht;

b) nach Ablauf des Auftrags in einem Bericht über die entsprechende Peri-ode.

² Ein vom Staatsrat bezeichnetes Organ kontrolliert die Ausführung des Auftrags.

Art. 22 Finanzielle Beziehungen zum Staat

Die Verpflichtungen der Lehrmittelverwaltung werden vom Staat garantiert. Die Lehrmittelverwaltung entrichtet dafür einen Betrag, dessen Höhe vom Staatsrat festgelegt wird.

Art. 23 Festsetzung der Preise

¹ Jedes Jahr wird den betreffenden Gemeinden, Gemeindeverbänden und Schulen eine Liste der verfügbaren Lehrmittel und Unterrichtsmaterialien mit Preisangaben zugestellt.

² Le prix de vente couvre les frais d'acquisition du matériel d'enseignement et des fournitures, l'élaboration et la réalisation de nouveaux moyens d'enseignement ainsi que les besoins de fonctionnement de l'Office.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Art. 24 Dispositions transitoires

a) Collaborateurs et collaboratrices de l'Office

¹ L'Office reprend, en qualité d'employeur, les rapports de service des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat qui exercent une fonction à l'Office lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Le traitement que ces personnes recevaient de l'Etat leur est garanti.

Art. 25 b) Propriété

¹ L'Office reprend de l'Etat, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, les installations et les biens meubles qui sont affectés à l'accomplissement de ses tâches.

² L'Etat cède à l'Office une unité PPE d'une copropriété par étages constituée sur un droit de superficie distinct et permanent immatriculé comme immeuble au registre foncier. L'unité PPE intègre les surfaces prévues pour des transformations et agrandissements qui seront réalisés par l'Office.

³ En cas de cessation d'activités de l'Office, l'unité PPE et les installations et biens meubles dont il est propriétaire reviennent à l'Etat.

Art. 26 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Der Verkaufspreis deckt die Anschaffungskosten der Lehrmittel und Unterrichtsmaterialien, die Ausarbeitung und Herausgabe neuer Lehrmittel sowie den Betriebsbedarf der Lehrmittelverwaltung.

5. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 24 Übergangsbestimmungen

a) Mitarbeiter/innen der Lehrmittelverwaltung

¹ Die Lehrmittelverwaltung übernimmt als Arbeitgeber die Dienstverhältnisse der Staatsmitarbeiterinnen und Staatsmitarbeiter, die beim Inkrafttreten dieses Gesetzes eine Funktion bei der Lehrmittelverwaltung ausüben.

² Das Gehalt, das die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter vom Staat bezogen haben, wird ihnen garantiert.

Art. 25 b) Eigentum

¹ Die Lehrmittelverwaltung übernimmt vom Staat beim Inkrafttreten dieses Gesetzes die Einrichtungen und das Mobiliar, die der Erfüllung ihrer Aufgaben dienen.

² Der Staat tritt der Lehrmittelverwaltung einen Miteigentumsanteil in Form einer Stockwerkeinheit ab, die auf einem selbständigen und dauernden Recht begründet ist und als Grundstück im Grundbuch eingetragen ist. Zur Stockwerkeinheit gehören auch die Flächen, die für die von der Lehrmittelverwaltung zu realisierenden Umbauten und Erweiterungen vorgesehen sind.

³ Gibt die Lehrmittelverwaltung ihre Geschäftstätigkeit auf, so gehen die Stockwerkeinheit, die Einrichtungen und das Mobiliar an den Staat zurück.

Art. 26 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.